

## La Banque Scotia enregistre un bénéfice net de 835 millions de dollars au premier trimestre 2008

Chiffres clés du premier trimestre par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent :

- Bénéfice par action (dilué) de 0,82 \$, comparativement à 1,01 \$
- Bénéfice net de 835 millions de dollars, par rapport à 1 020 millions de dollars
- Rendement des capitaux propres de 18,3 %, comparativement à 22,1 %
- Ratio de productivité de 56,5 %, par rapport à 53,6 %

**TORONTO, le 4 mars 2008** – Au premier trimestre, la Banque Scotia a inscrit un bénéfice net de 835 millions de dollars, en baisse de 185 millions de dollars, ou de 18 % par rapport à celui de la même période de l'exercice précédent. Le bénéfice dilué par action s'est chiffré à 0,82 \$, comparativement à 1,01 \$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une baisse de 19 %. Le rendement des capitaux propres s'est établi à 18,3 %, contre 22,1 % il y a un an.

« Même si nous avions prédit que le premier trimestre serait difficile, les résultats ont été plus faibles que nous l'avions prévu », a déclaré M. Rick Waugh, président et chef de la direction. « Cette faiblesse est principalement attribuable à la volatilité considérable sur les marchés financiers mondiaux. Notre exposition à ces marchés difficiles est limitée et bien diversifiée, mais nos portefeuilles ont enregistré une certaine baisse de valeur. »

« Nous avons continué d'enregistrer une croissance robuste au sein du Réseau canadien et des Opérations internationales, mais les résultats de Scotia Capitaux ont subi l'incidence défavorable de la volatilité des marchés. L'actif moyen du Réseau canadien s'est accru de 14 % en raison de la croissance et de la hausse des parts de marché dans les activités hypothécaires, les dépôts personnels et les fonds communs de placement. Les Opérations internationales ont également affiché une croissance solide de l'actif de 7 % grâce à la croissance interne et à notre acquisition au Chili, malgré l'incidence négative du change. L'apport au bénéfice des activités au Mexique a reculé pour le trimestre, en grande partie en raison de l'augmentation des dotations à la provision pour pertes sur créances, des impôts exceptionnellement élevés et de l'incidence négative de la vigueur du dollar canadien.

« Les perturbations sur les marchés des capitaux ont touché certains portefeuilles de la Banque et entraîné une hausse des frais de financement, ce qui a réduit la marge sur intérêts de la Banque par rapport à celle observée l'exercice précédent. La forte montée du dollar canadien par rapport au dollar américain, qui est passé de 85 cents à la parité au cours de l'exercice précédent, a occasionné une baisse de nos revenus en devises », a affirmé M. Waugh. Nous avons également pris des mesures prudentes afin de nous assurer que nos portefeuilles sont gérés en fonction de la conjoncture actuelle des marchés.

« Nonobstant la volatilité qui règne en ce moment, particulièrement en ce qui a trait à l'accroissement des écarts de taux, la situation des marchés financiers devrait s'améliorer quelque peu au deuxième trimestre. Les frais de financement ont déjà enregistré des progrès, la croissance de l'actif demeure forte dans nos trois secteurs d'activité et les efforts accrus en matière de gestion des coûts nous permettent d'avoir confiance en l'avenir. En outre, la pression exercée par la progression rapide du dollar en 2007 aura une incidence beaucoup moins marquée au cours du deuxième semestre de l'exercice, étant donné que le dollar canadien devrait se maintenir à sa valeur actuelle.

« C'est avec confiance que nous prenons les mesures qui s'imposent pour affronter la situation et maintenons le cap sur les objectifs que nous avons établis au début de l'exercice. »



**T1**  
**2008**

### Résultats cumulatifs par rapport aux principaux objectifs financiers et opérationnels de 2008 :

**1. Objectif :** Afficher un rendement des capitaux propres (RCP)<sup>1)</sup> se situant entre 20 % et 23 %. Pour le trimestre à l'étude, la Banque Scotia a affiché un RCP de 18,3 %.

**2. Objectif :** Générer une croissance du bénéfice par action ordinaire (dilué) de 7 % à 12 %. D'un exercice sur l'autre, le bénéfice par action a enregistré une croissance négative de 19 %.

**3. Objectif :** Maintenir un ratio de productivité<sup>1)</sup> inférieur à 57 %. Le ratio de la Banque Scotia a été de 56,5 % pour le premier trimestre.

**4. Objectif :** Maintenir de solides coefficients de capital. À 9,0 %, le coefficient du capital de catégorie 1 de la Banque Scotia demeure solide, selon les normes canadiennes et internationales.

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.



Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

<i>(non vérifié)</i>	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Résultats d'exploitation</b> <i>(en millions de dollars)</i>			
Revenu d'intérêts net	1 814	1 716	1 776
Revenu d'intérêts net (BMEF <sup>1)</sup> )	1 932	1 932	1 881
Total des revenus	2 839	3 078	3 109
Total des revenus (BMEF <sup>1)</sup> )	2 957	3 294	3 214
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	95	63
Frais autres que d'intérêts	1 669	1 792	1 724
Charge d'impôts	193	204	277
Charge d'impôts (BMEF <sup>1)</sup> )	311	420	382
Bénéfice net	835	954	1 020
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	814	938	1 012
<b>Rendement de l'exploitation</b>			
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,83	0,95	1,02
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,82	0,95	1,01
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i> <sup>1)</sup>	18,3	21,0	22,1
Ratio de productivité <i>(en pourcentage)</i> (BMEF <sup>1)</sup> )	56,5	54,4	53,6
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen <i>(en pourcentage)</i> (BMEF <sup>1)</sup> )	1,79	1,87	1,91
<b>Données du bilan</b> <i>(en millions de dollars)</i>			
Liquidités et titres	130 893	118 030	126 899
Prêts et acceptations	260 501	238 685	222 690
Total de l'actif	449 422	411 510	396 470
Dépôts	316 797	288 458	277 019
Actions privilégiées	1 865	1 635	945
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	18 128	17 169	18 850
Actifs sous administration	195 155	195 095	203 067
Actifs sous gestion	31 704	31 403	29 158
<b>Mesures du capital</b> <sup>2)</sup>			
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	9,0	9,3	10,4
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	10,2	10,5	11,7
Coefficient des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque <sup>3)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	7,2	7,2	8,4
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	234 876	218 337	206 843
<b>Qualité du crédit</b>			
Montant net des prêts douteux <sup>3)</sup> <i>(en millions de dollars)</i>	689	601	579
Provision générale pour pertes sur créances <i>(en millions de dollars)</i>	1 298	1 298	1 323
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations <sup>3)</sup>	0,26	0,25	0,26
Dotation à la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (annualisé)	0,18	0,16	0,12
<b>Données sur les actions ordinaires</b>			
Cours de l'action <i>(en dollars)</i>			
Haut	54,00	53,49	53,39
Bas	43,10	46,70	48,80
Clôture	48,19	53,48	50,76
Actions en circulation <i>(en millions)</i>			
Moyenne (de base)	985	983	991
Moyenne (diluée)	992	991	1 001
Fin de la période	985	984	993
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,47	0,45	0,42
Rendement de l'action <i>(en pourcentage)</i>	3,9	3,6	3,3
Ratio de distribution <sup>4)</sup> <i>(en pourcentage)</i>	56,9	47,1	41,2
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>	47 487	52 612	50 397
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	18,40	17,45	18,99
Ratio de la valeur de marché à la valeur comptable	2,6	3,1	2,7
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	12,5	13,2	13,5
<b>Autres données</b>			
Employés <sup>5)</sup>	62 002	58 113	54 889
Succursales et bureaux	2 488	2 331	2 225

1) Mesure non conforme aux PCGR. Se reporter à la page 6 pour l'analyse de ces mesures.

2) Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, les coefficients de capital réglementaire sont déterminés selon les règles de Bâle II. Les chiffres correspondants des périodes antérieures ont été déterminés selon les règles de Bâle I.

3) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour pertes sur créances.

4) Représente le dividende sur actions ordinaires de la période en pourcentage du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires au cours de la période.

5) Certains chiffres correspondants des périodes antérieures ont été retraités afin de comprendre les chiffres définitifs de toutes les nouvelles acquisitions.

# Stratégies de réussite

Le premier trimestre de l'exercice 2008 a représenté un défi pour les banques. Il en a été de même pour la Banque Scotia. Même si le Réseau canadien et les Opérations internationales ont affiché une croissance robuste, les résultats de Scotia Capitaux et de la Banque en général ont subi l'incidence négative de la turbulence des marchés financiers mondiaux et, en particulier, celle des marchés du crédit.

Nous faisons face à ces défis en continuant d'investir dans des occasions génératrices de revenus, en mettant comme toujours l'accent sur le contrôle des coûts et en poursuivant l'exécution de notre stratégie.

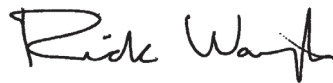
Notre stratégie globale consiste à tirer sans cesse parti du modèle de gestion actuel à la base de nos trois secteurs d'activité. Nous nous employons à faire croître chacun de ces secteurs tout en maintenant un niveau de diversification élevé. L'exécution de notre stratégie repose sur l'équilibre entre les intérêts de nos actionnaires, de nos clients, de nos employés et des collectivités. Cette stratégie tient compte de nos principales forces, notamment la gestion du risque et le contrôle des coûts, et elle met l'accent sur trois principales priorités que sont la croissance durable des revenus, la gestion efficace du capital et le développement du leadership.

Au chapitre de ces priorités, chacun de nos secteurs d'activité a enregistré, au cours du trimestre, des progrès visibles. La page qui suit met en évidence plusieurs réalisations clés. En particulier, nous continuons de faire usage de notre capital pour financer des occasions et acquisitions

qui auront pour effet de renforcer nos objectifs de croissance. À cet égard, nous avons conclu deux transactions que nous avons annoncées précédemment, à savoir une transaction de 1,0 milliard de dollars américains, afin d'acquérir 99,5 % des actions de Banco del Desarrollo, la septième plus grande banque du Chili, et l'acquisition d'une participation majoritaire dans BBVA Crecer AFP, le plus important administrateur de caisses de retraite de la République dominicaine pour ce qui est du nombre de sociétés affiliées, ainsi que dans son assureur apparenté, BBVA Seguros.

La Banque Scotia demeure l'un des meilleurs employeurs au Canada selon le classement annuel du magazine *Report on Business* du journal *Globe and Mail*, une reconnaissance dont nous sommes fiers. Par ailleurs, nous continuons d'appuyer les collectivités dans lesquelles nous vivons et travaillons.

Dans l'ensemble, nous demeurons cependant confiants quant à l'avenir et, en accordant une attention toute particulière à nos stratégies d'exécution, à nos priorités, au contrôle des coûts et à la croissance de nos trois secteurs d'activité, aux mesures que nous prenons en vue d'atteindre nos objectifs pour 2008.



**Rick Waugh**  
Président et chef de la direction

## Objectifs 2008 – Notre tableau de bord équilibré

### Résultats financiers

- Rendement des capitaux propres de 20 % à 23 %
- Croissance de 7 % à 12 % du bénéfice dilué par action
- Valeur à long terme pour les actionnaires grâce à l'augmentation des dividendes et à l'appréciation du cours de l'action

### Exploitation

- Ratio de productivité inférieur à 57%
- Bonnes cotes de crédit
- Pratiques saines en matière de gouvernance d'entreprise et de conformité
- Solides coefficients de capital

### Clientèle

- Niveau élevé de satisfaction et de fidélité de la clientèle
- Relations plus étroites avec nos clients existants
- Recrutement de nouveaux clients

### Personnel

- Niveau élevé de satisfaction et d'engagement des employés
- Amélioration de la diversité de nos effectifs
- Engagement envers la responsabilité sociale de l'entreprise et la participation dans la collectivité

## Réseau canadien

- Le Centre contact clientèle de l'Atlantique situé à Halifax s'est vu décerner le prix nord-américain du Centre d'appel de l'année par le Service Quality Measurement Group, qui compare chaque année les performances de plus de 300 centres contact clientèle internationaux chefs de file.
- La Banque Scotia et The Western Union Company, prestataire mondial de services de virement de fonds, ont lancé un programme national permettant d'offrir des services de transfert monétaire internationaux aux clients de la Banque Scotia. Les clients de la Banque Scotia situés dans différents endroits ont désormais la possibilité d'envoyer de l'argent à des amis, à des proches et à des partenaires d'affaires dans plus de 200 pays et régions dans le monde. Voilà un autre aspect de notre volonté de répondre aux besoins uniques des communautés multiculturelles avec lesquelles nous faisons affaire.
- Le rendement des investissements obtenu par Gestion de placements Scotia Cassels demeure l'un des meilleurs au Canada. Au cours de la période de trois ans terminée le 31 décembre 2007, 79 % de l'actif des fonds communs de placement à long terme sous gestion active recevant des conseils de Cassels se situait dans les deux quartiles supérieurs selon la cote attribuée par *Morningstar*.

## Opérations internationales

- La Banque Scotia été nommée la meilleure banque de financement du commerce international au Canada par le magazine *Global Finance* en 2008. C'est la deuxième fois qu'elle s'est vu décerner ce prix pour sa vaste gamme de services spécialisés en commerce international et ses excellents systèmes en ligne destinés aux importateurs et aux exportateurs.
- Nous avons étendu nos activités au Guatemala et en République dominicaine, en faisant l'acquisition de certains actifs de Grupo Altas Cumbres (GAC) au Chili, en février. L'entente comprend également une option d'achat sur la banque de GAC au Pérou, Banco del Trabajo.
- Au cours du trimestre, nous avons continué d'élargir notre réseau de distribution en ouvrant 29 nouvelles succursales au Mexique, 4 au Pérou et 3 succursales et bureaux dans d'autres marchés internationaux clés. Nous avons également annoncé l'ouverture d'un bureau de représentation à Moscou, en Russie.
- Scotiabank Trinidad & Tobago et Scotiabank Turks & Caicos ont été nommées banques de l'année par le magazine *The Banker*.

## Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a été nommée meilleure « banque de change au Canada » pour la quatrième année consécutive par le magazine *Global Finance*. Cette distinction annuelle est attribuée aux meilleurs fournisseurs de services de change et banques de change de 82 pays et régions du monde.
- Scotia Waterous a agi en tant que conseiller financier exclusif de Penn West Energy Trust lors de sa fusion avec Canetic Resources Trust. La fusion a donné lieu à la création de la fiducie pétrolière et gazière traditionnelle la plus importante en Amérique du Nord dont la valeur dépasse les 15 milliards de dollars.

- Scotia Capitaux a agi en tant que conseiller financier et agent de placement pour un placement privé par émission d'actions de 500 millions de dollars pour une compagnie de réassurance-vie en démarrage, Aurigen Re Capital Limited, située aux Bermudes. Scotia Capitaux a réuni un groupe international d'investisseurs de haut profil disposant d'une expertise importante dans le secteur de l'assurance.
- Solutions énergétiques mondiales, l'équipe nouvellement formée au sein de Scotia Capitaux, a agi en étroite collaboration avec la division des Opérations internationales de la Banque Scotia, comme chef de file à l'égard des couvertures et comme conseiller principal pour le programme de couverture de taux d'intérêt associé à la construction par AES Changuinola S.A. d'une nouvelle centrale électrique au Panama. AES est l'une des plus grandes compagnies d'électricité au monde. La Banque Scotia a engagé 50 millions de dollars américains en facilités de crédit en vue du financement du projet.

## Faits saillants concernant le personnel

- Pour une quatrième année d'affilée, la Banque Scotia a été nommée au palmarès des 50 meilleurs employeurs au Canada en 2008 par le magazine *Report on Business* du journal *Globe and Mail*. Le palmarès annuel est établi à partir d'une enquête nationale menée par Hewitt Associates, cabinet mondial de ressources humaines, dont les réponses des employés constituent une composante essentielle. La Banque Scotia a obtenu le meilleur score parmi les banques, passant du 44<sup>e</sup> rang, occupé l'année dernière, au 19<sup>e</sup> rang, cette reconnaissance lui permettant de positionner comme employeur de choix.
- La Banque Scotia se retrouve également pour la sixième fois et pour la cinquième fois d'affilée parmi les 125 meilleures organisations du monde au chapitre de la formation, selon le classement de *Training Magazine*. En 2008, elle occupe le 14<sup>e</sup> rang. Le classement répertorie les programmes exceptionnels de formation et de perfectionnement établis par des sociétés dans le monde entier selon plusieurs mesures quantitatives et qualitatives, notamment la taille de l'entreprise, le chiffre d'affaires annuel, le nombre d'employés, le budget de formation, les meilleures pratiques, le développement du leadership et les nouveaux programmes de formation.

## Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia a fait un don à la campagne de protection de la Forêt du Grand Ours de Colombie-Britannique de la Tides Canada Foundation. Ce don, qui permet de soutenir un modèle de durabilité innovant et d'importance mondiale visant à protéger la Forêt du Grand Ours de Colombie-Britannique, alimentera un fonds de dotation pour la conservation permanente dont bénéficieront également les collectivités des Premières nations.
- La Banque Scotia a annoncé une contribution de 50 000 \$ versée à la Croix-Rouge canadienne pour venir en aide aux sinistrés des pluies torrentielles, inondations et coulées de boue de l'automne dernier dans l'État de Tabasco au Mexique. La Banque a également accepté des dons par le biais de ses réseaux de succursales au Canada et au Mexique et a ouvert un compte pour les employés canadiens qui souhaitent soutenir leurs collègues mexicains ayant été éprouvés par la catastrophe naturelle.

**Déclarations prospectives** Nos communications publiques comprennent souvent des déclarations prospectives verbales et écrites. Le présent document renferme ce genre de déclarations, et de telles déclarations peuvent également être intégrées à d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation du commerce des valeurs mobilières du Canada ou de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis, ou à toute autre communication. De telles déclarations sont formulées aux termes des règles d'exonération de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act* et des lois sur les valeurs mobilières en vigueur au Canada. Ces déclarations comprennent des observations concernant les objectifs de la Banque, les stratégies qu'elle emploie pour atteindre ces objectifs, ses résultats financiers prévisionnels (y compris ceux relevant du domaine de la gestion du risque) et les perspectives à l'égard des activités de la Banque et de l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme « croire », « prévoir », « s'attendre à », « avoir l'intention de », « estimer », « projeter », « pourrait augmenter » et « pourrait fluctuer » et autres expressions similaires ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants dont plusieurs sont indépendants de sa volonté. Ces facteurs sont notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs, notamment les changements apportés aux lois fiscales; le risque opérationnel et le risque de réputation; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun sur des marchés réceptifs; l'aptitude de la Banque à étendre ses canaux de distribution existants et à en mettre sur pied de nouveaux afin d'accroître ses revenus; l'aptitude de la Banque à mener à terme ses acquisitions et ses autres stratégies de croissance et à intégrer les établissements acquis; les modifications des conventions et des méthodes comptables dont la Banque se sert pour présenter sa situation financière et ses résultats d'exploitation, y compris les incertitudes entourant les principales hypothèses et estimations comptables; l'incidence de l'application de modifications comptables futures; l'activité sur les marchés financiers mondiaux; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les changements technologiques, la fraude perpétrée par des tiers à l'interne ou à l'extérieur de la Banque, notamment par l'utilisation inédite de nouvelles technologies pour commettre des fraudes à l'endroit de la Banque ou de ses clients; le regroupement du secteur canadien des services financiers; la présence de nouveaux concurrents et des concurrents établis; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre et les ouragans; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; les incidences de maladies ou d'épidémies sur les économies locales, nationales ou internationale; les perturbations des infrastructures publiques, notamment les transports, les communications, l'électricité et l'eau; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Tout événement imprévu touchant ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur ses activités, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que la performance réelle de la Banque soit, dans une mesure importante, différente de celle envisagée par les déclarations prospectives. Pour plus de renseignements, il y a lieu de se reporter à la page 56 du rapport annuel 2007 de la Banque.

La liste des facteurs importants énoncés cidessus n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses titres, les investisseurs et les autres personnes doivent se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

La rubrique « Perspectives » contenue dans le présent rapport est fondée sur les opinions de la Banque; leur réalisation est incertaine. Le lecteur est prié de tenir compte des facteurs susmentionnés lors de la lecture de cette rubrique.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR, à [www.sedar.com](http://www.sedar.com), ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à [www.sec.gov](http://www.sec.gov).

## Mesures non conformes aux PCGR

Pour évaluer sa performance, la Banque a recours à diverses mesures financières. Certaines d'entre elles ne sont pas calculées selon les principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») ni définies par ceux-ci. Ces mesures n'ont aucune signification normalisée qui assurerait qu'elles sont cohérentes et comparables à celles du même nom utilisées par d'autres sociétés. Ces mesures non conformes aux PCGR se retrouvent dans notre rapport de gestion aux pages 7 à 17. Leur définition est donnée ci-dessous.

### Base de mise en équivalence fiscale

La Banque analyse le revenu d'intérêts net et le total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale (« BMEF »). Cette méthode majore le revenu exonéré d'impôts gagné sur certains titres et comptabilisé dans le revenu d'intérêts net jusqu'à un montant équivalent avant impôts. Une augmentation correspondante est inscrite à la charge d'impôts, ce qui signifie qu'il n'y a aucune incidence sur le bénéfice net. La direction est d'avis que cette méthode permet d'établir une comparaison uniforme du revenu d'intérêts net découlant de sources imposables et de celui provenant de sources non imposables et qu'elle favorise une méthode cohérente de mesure. Bien que d'autres banques utilisent également la BMEF, leur méthode pourrait ne pas être comparable à celle de la Banque. Pour la période à l'étude, le montant de la majoration du revenu d'intérêts net et de la charge d'impôts au titre de la BMEF s'élève à 118 millions de dollars, contre 105 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 216 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Aux fins de la présentation des informations sectorielles, le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des secteurs sont majorés d'un montant équivalent imposable. L'élimination de la majoration au titre de la BMEF est comptabilisée dans le secteur « Autres ».

### Ratio de productivité (BMEF)

La direction utilise le ratio de productivité comme mesure de l'efficacité de la Banque. Ce ratio représente les frais autres que d'intérêts exprimés en pourcentage du total des revenus, sur une base de mise en équivalence fiscale.

### Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen (BMEF)

Ce ratio représente le revenu d'intérêts net, sur une base de mise en équivalence fiscale, exprimé en pourcentage de la moyenne de l'actif total.

### Rendement des capitaux propres

Le rendement des capitaux propres est une mesure de rentabilité qui présente le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, exprimé en pourcentage du capital qui a été investi pour réaliser ce bénéfice. L'adoption des nouvelles normes comptables traitant des instruments financiers au premier trimestre de 2007 s'est traduite par certains gains et pertes non réalisés qui sont constatés comme une nouvelle composante des capitaux propres. La Banque calcule le rendement de ses capitaux propres à l'aide des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires, compte tenu de toutes les nouvelles composantes des capitaux propres.

### Capital économique et rendement du capital économique

Aux fins de l'information de gestion, la Banque répartit le capital entre ses secteurs d'activité selon une méthode qui tient compte des risques de crédit, de marché et d'exploitation propres à chacun d'eux. Le montant réparti est communément appelé capital économique. Le rendement des capitaux propres par secteur d'activité est fondé sur le capital économique attribué à chaque secteur d'activité. L'écart entre le montant du capital économique nécessaire pour soutenir l'exploitation des secteurs d'activité de la Banque et le total des capitaux propres de celle-ci est constaté dans le secteur « Autres ».

### Coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque

Le coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires à l'actif pondéré en fonction du risque est une mesure financière importante pour les agences d'évaluation de la solvabilité et les investisseurs. Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires représentent la somme du total des capitaux propres et de la participation sans contrôle dans les filiales, déduction faite des actions privilégiées, des gains ou des pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente et sur les couvertures de flux de trésorerie, de l'écart d'acquisition et des autres actifs incorporels (déduction faite des impôts). Les capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires sont présentés en pourcentage de l'actif pondéré en fonction du risque.

Les coefficients de capital réglementaire, comme le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, ont une signification normalisée définie par le Bureau du surintendant des institutions financières du Canada.

## Résultats financiers et situation financière du Groupe

Le 4 mars 2008

Le bénéfice net du premier trimestre de la Banque Scotia a atteint 835 millions de dollars, en baisse de 185 millions de dollars, ou de 18 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'accroissement du revenu d'intérêts net découlant de la croissance soutenue de l'actif et le recul des frais autres que d'intérêts n'ont pas suffi à compenser la diminution des revenus de transaction et des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction. En outre, la conversion de devises, le recul de la marge sur intérêt, le recul de l'apport des activités au Mexique et la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances du trimestre par rapport au faible niveau de cette dotation au trimestre correspondant de 2007 ont eu des effets défavorables.

Le bénéfice net du trimestre a été amputé de 119 millions de dollars, ou de 13 %, par rapport à celui du quatrième trimestre de 2007, surtout en raison de la comptabilisation, au trimestre précédent, d'un gain après impôts de 163 millions de dollars découlant de la restructuration de VISA et de la diminution des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction après la réduction de valeur de certains instruments de crédit structuré, lesquelles réductions ont été plus importantes que celles inscrites au trimestre précédent. En contrepartie, le revenu d'intérêts net a grimpé en raison de la forte croissance de l'actif et les frais autres que d'intérêts ont diminué.

### Total des revenus

Le total des revenus (sur une base de mise en équivalence fiscale) s'est chiffré à 2 957 millions de dollars pour le trimestre, ce qui représente une baisse de 257 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse est attribuable à plusieurs facteurs, notamment la diminution des revenus de transaction, la contraction des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction, la variation de la juste valeur des instruments dérivés utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif non admissibles à titre de couverture et l'effet défavorable de la conversion de devises. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une hausse du revenu d'intérêts net sous-jacent, grâce surtout à une forte croissance interne de l'actif et aux acquisitions.

Par suite de l'accroissement substantiel des écarts de taux, surtout en ce qui a trait aux instruments de crédit structuré, un certain nombre de titres que la Banque détient à des fins autres que de transaction ont subi une baisse de leur valeur de marché. Ces placements comprennent les titres adossés à des créances avec flux groupés et les titres adossés à des prêts avec flux groupés, les véhicules de placement structuré et le papier commercial non bancaire adossé à des actifs. Même si la Banque a l'intention de garder ces instruments de crédit structuré à long terme, elle a comptabilisé des pertes de valeur avant impôts de 158 millions de dollars sur ces placements, y compris des pertes de valeur de 44 millions de dollars à l'égard du papier commercial non bancaire adossé à des actifs. Par ailleurs, les revenus de transaction tiennent compte d'une perte de 80 millions de dollars relative à un risque de contrepartie de swaps se rapportant à un assureur spécialisé. Les actifs sous-jacents aux swaps sont de première qualité. Au cours du trimestre précédent, la Banque avait subi une perte avant impôts de 191 millions de dollars sur les instruments de crédit structuré.

Le total des revenus a diminué de 337 millions de dollars, ou de 10 %, comparativement à celui du quatrième trimestre, surtout à cause du gain avant impôts de 202 millions de dollars qui avait été comptabilisé au dernier trimestre relativement à la restructuration de VISA, de la diminution des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction et de la baisse du revenu de dividende exonéré d'impôts. Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une hausse du revenu d'intérêts net sous-jacent, grâce à une croissance de l'actif.

### Revenu d'intérêts net

Le revenu d'intérêts net du trimestre (sur une base de mise en équivalence fiscale) a atteint 1 932 millions de dollars, soit un accroissement de 51 millions de dollars ou de 3 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent. L'avantage conféré par la forte croissance de l'actif au cours de l'exercice précédent a été contré en partie par l'impact négatif de la conversion de devises. En outre, le fléchissement des taux d'intérêt au cours du trimestre écoulé a pesé lourdement sur la juste valeur des instruments dérivés utilisés à des fins de gestion de l'actif et du passif qui ne sont pas admissibles à la comptabilité de couverture.

Le revenu d'intérêts net (sur la BMEF) est demeuré inchangé par rapport à celui du trimestre précédent, principalement en raison du fléchissement du revenu de dividende exonéré d'impôts. Hormis ce facteur, le revenu d'intérêts net a affiché une hausse considérable de 98 millions de dollars, grâce surtout à la forte croissance de l'actif durant le trimestre et à l'apport des acquisitions, facteurs qui ont été en partie contrebalancés par le resserrement de la marge.

La marge nette sur intérêts de la Banque s'est établie à 1,79 % au premier trimestre, contre 1,91 % au premier trimestre de l'exercice précédent et 1,87 % au trimestre précédent. Le recul de la marge par rapport à celle du trimestre correspondant de l'exercice précédent est imputable à l'augmentation des frais de financement de gros et au changement dans la composition des actifs, en raison surtout de la croissance soutenue des prêts hypothécaires à l'habitation canadiens à faible rendement, mais à faible risque. Le recul de la marge par rapport à celle du trimestre précédent a découlé principalement de la diminution du revenu de dividende exonéré d'impôts.

### Autres revenus

Les autres revenus ont atteint 1 025 millions de dollars pour le trimestre, en chute de 308 millions de dollars, ou de 23 %, par rapport à ceux du premier trimestre de l'exercice précédent. La baisse s'explique essentiellement par les pertes de transaction subies durant le trimestre, lesquelles ont découlé en partie d'une dotation à la provision de 80 millions de dollars relative à un risque de contrepartie de swaps se rapportant à un assureur spécialisé ainsi que du recul des transactions de titres de capitaux propres. De plus, les gains nets sur les titres détenus à des fins autres que de transaction ont fléchi, de même que les commissions de prise ferme. Cependant, la Banque a enregistré une croissance sur le plan des revenus tirés des cartes de crédit et des fonds communs de placement, principalement grâce à l'augmentation des volumes.

D'un trimestre à l'autre, les autres revenus ont diminué de 337 millions de dollars, ou de 25 %, en raison surtout du gain relatif à la restructuration de VISA et du gain à la vente des activités liées

aux indices obligataires de Scotia Capitaux inscrits au cours du trimestre précédent. La diminution des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction au cours du trimestre à l'étude ont également contribué à cette baisse. Ces facteurs ont été compensés en partie par la diminution des pertes de transaction, ainsi que par la croissance des commissions de crédit et des revenus sur cartes constatés au cours du trimestre à l'étude.

#### **Dotation à la provision pour pertes sur créances**

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est chiffrée à 111 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit une hausse de 48 millions de dollars par rapport à la faible dotation du trimestre correspondant de l'exercice précédent et de 16 millions de dollars par rapport à celle du trimestre précédent. L'augmentation par rapport à la dotation du premier trimestre de 2007 résulte d'une majoration des dotations à la provision pour pertes sur créances du Réseau canadien et des Opérations internationales et d'une réduction des reprises nettes pour Scotia Capitaux. Un exposé plus complet sur le risque de crédit est fourni plus bas.

#### **Frais autres que d'intérêts et productivité**

Les frais autres que d'intérêts ont totalisé 1 669 millions de dollars au cours du trimestre, soit 55 millions de dollars ou 3 % de moins qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette baisse est avant tout attribuable à une diminution de la rémunération liée au rendement, principalement en raison de la chute des revenus de transaction, de la réduction des charges de rémunération à base d'actions liée au recul du cours des actions et de la conversion favorable des devises. De plus, les frais de publicité et les taxes d'affaires ont diminué. Ces facteurs ont été compensés par l'effet des acquisitions et de l'augmentation des salaires ayant découlé des initiatives visant la croissance.

Comparativement à ceux du quatrième trimestre, les frais autres que d'intérêts du trimestre à l'étude ont fléchi de 123 millions de dollars, ou de 7 %. Cette diminution a été enregistrée parmi la plupart des catégories de frais, étant donné que les variations saisonnières entraînent une diminution des charges au premier trimestre. Les frais liés à la rémunération et aux avantages sociaux ont grimpé en raison de la hausse des salaires, de la rémunération à base d'actions et des avantages sociaux, hausse qui n'a été que partiellement neutralisée par la diminution de la rémunération liée au rendement.

Le ratio de productivité, mesure de l'efficacité de la Banque, s'est établi à 56,5 %, contre 53,6 % pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 54,4 % pour le trimestre précédent. Le levier d'exploitation – soit le taux de croissance du total des revenus sur une base de mise en équivalence fiscale, moins le taux de croissance des frais – enregistré par la Banque au cours du trimestre à l'étude s'est établi à un pourcentage négatif de 4,9 % sur douze mois, surtout en raison d'une diminution des revenus de transaction, des gains nets sur les titres détenus à des fins autres que de transaction et de la marge nette sur intérêts.

#### **Impôts**

Le taux d'imposition effectif pour le trimestre écoulé correspond à 18,2 %, en recul par rapport au taux de 21,0 % du premier trimestre de l'exercice précédent, mais en hausse en regard de celui de 17,1 % du quatrième trimestre. La diminution relativement au taux d'il y a un an s'explique principalement par la baisse du taux d'imposition prévu par la loi au Canada et une montée du

revenu de dividende exonéré d'impôts. Par rapport au trimestre précédent, la Banque a réalisé moins d'économies d'impôt pour ses établissements étrangers et inscrit une baisse de son revenu de dividende exonéré d'impôts.

#### **Gestion du risque**

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé aux pages 56 à 67 du Rapport annuel 2007.

#### **Risque de crédit**

Les conditions de crédit sont demeurées stables sur la plupart des marchés de crédit de la Banque. La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevée à 111 millions de dollars pour le premier trimestre, contre 63 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent et 95 millions de dollars pour le trimestre précédent.

Scotia Capitaux a comptabilisé une reprise nette de 10 millions de dollars au premier trimestre, contre une reprise nette de 30 millions de dollars au premier trimestre de l'exercice précédent et une reprise nette de 10 millions de dollars au trimestre précédent. La reprise nette pour le trimestre à l'étude est surtout consécutive aux reprises de provision à l'égard des portefeuilles canadien et européen, lesquelles ont été contrebalancées en partie par une nouvelle provision constituée.

Les pertes sur créances ont totalisé 91 millions de dollars dans les portefeuilles du Réseau canadien, en hausse par rapport à celles de 74 millions de dollars du trimestre correspondant de l'exercice précédent et à celles de 78 millions de dollars du trimestre précédent. Les dotations à la provision relatives au portefeuille de prêts aux particuliers ont été plus importantes que celles inscrites à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent, ce qui est conforme à la croissance des portefeuilles et à l'augmentation liée à l'acquisition de Travelers Leasing. Les dotations à la provision pour le portefeuille commercial ont augmenté légèrement par rapport à leurs niveaux très bas à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent, et ces dotations sont réparties dans bon nombre de secteurs et plusieurs petits comptes.

Les dotations à la provision pour pertes sur créances afférentes aux Opérations internationales se sont établies à 30 millions de dollars pour le premier trimestre, contre 19 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent et 27 millions de dollars pour le trimestre précédent. La majoration des dotations par rapport à celles d'il y a un an est largement attribuable à l'augmentation des provisions relatives au portefeuille de prêts aux particuliers, même si le portefeuille commercial a enregistré une reprise nette plus élevée. L'augmentation des dotations par rapport à celles du trimestre précédent est essentiellement imputable à la hausse des provisions relatives au portefeuille de prêts aux particuliers du Mexique. Les dotations à l'égard de ce portefeuille avaient bénéficié d'une hausse des reprises au cours des premier et quatrième trimestres de 2007 en raison de la suppression de certaines provisions qui n'étaient plus nécessaires.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour pertes sur créances, se montait à 689 millions de dollars au 31 janvier 2008, soit une hausse de 88 millions de dollars par rapport à ce montant au 31 octobre 2007. La provision générale de 1 298 millions de dollars n'a pas varié depuis le trimestre précédent.



La Banque est exposée, directement et indirectement, à des assureurs spécialisés. L'exposition directe à un risque de crédit lié à trois assureurs spécialisés résulte de certains prêts et de certains instruments dérivés. Le risque lié à deux de ces assureurs spécialisés est négligeable. La Banque a acheté une tranche de titres adossés à des créances avec flux groupés de l'autre assureur spécialisé. Cette tranche se rapporte essentiellement à des sociétés et à des pays dont la cote de crédit est de première qualité. Au 31 janvier 2008, l'exposition de la Banque au titre de cette transaction, évaluée à la valeur de marché, s'établissait à 161 millions de dollars. Au premier trimestre, la Banque a comptabilisé une dotation à la provision de 80 millions de dollars à l'égard de cette exposition, en réduction des revenus de transaction. L'exposition directe de la Banque aux autres assureurs spécialisés est négligeable.

L'exposition indirecte est sous forme de garanties qui améliorent les transactions financières avec les administrations publiques et d'autres transactions, lorsque la Banque fournit des facilités de crédit soit à des émetteurs de titres ou à des entités qui détiennent ces titres. Ces facilités totalisent 4,4 milliards de dollars US. Les titres liés à ces facilités sont essentiellement de première qualité, compte non tenu des garanties, et ils représentent des risques que la Banque aurait pris en charge sans ces garanties.

#### Risque de marché

La valeur à risque (« VAR ») est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de transaction de la Banque. Pour le premier trimestre, la VAR quotidienne moyenne a été de 16,6 millions de dollars, contre 9,2 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation a découlé d'une exposition accrue aux risques liés aux taux d'intérêt, aux marchandises et aux actions, ainsi que de la volatilité accrue sur les marchés. La VAR quotidienne moyenne du premier trimestre s'est élevée à 16,6 millions de dollars, contre 13,2 millions de dollars pour le trimestre précédent. La hausse s'explique par l'accroissement du risque de taux d'intérêt et du risque sur marchandises, facteurs qui ont été contrebalancé en partie par l'amointrissement du risque sur actions et du risque de change. L'augmentation de la VAR attribuable au risque de taux d'intérêt découle surtout des transactions d'instruments de crédit structuré effectuées au cours du trimestre et de l'amplification de la volatilité du marché susmentionnée. Au 31 janvier 2008, la VAR atteignait 19,3 millions de dollars, en raison des transactions d'instruments de crédit structuré.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Taux d'intérêt	13,8 \$	9,2 \$	7,2 \$
Actions	4,5	6,1	3,6
Change	0,9	2,4	1,9
Marchandises	2,7	1,5	0,7
Effet de la diversification	(5,3)	(6,0)	(4,2)
VAR à l'échelle de la Banque	16,6 \$	13,2 \$	9,2 \$

Des pertes de transaction ont été subies pendant 13 jours au premier trimestre, contre neuf jours au trimestre précédent. Ces pertes se trouvent dans les limites prévues par la méthode de la VAR.

#### Risque d'illiquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. En règle générale, elle peut vendre ces actifs ou les donner en nantissement en vue d'honorer ses engagements. Au 31 janvier 2008, les actifs liquides s'élevaient à 114 milliards de dollars, soit 25 % du total de l'actif, comparativement à 103 milliards de dollars et à 25 % du total de l'actif au 31 octobre 2007. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 67 %, ainsi que d'espèces et de dépôts auprès d'autres banques à hauteur de 33 % (71 % et 29 %, respectivement, au 31 octobre 2007).

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque affecte des titres et d'autres actifs en nantissement afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Elle peut également mettre des titres en pension. Au 31 janvier 2008, le total des actifs donnés en nantissement ou mis en pension s'établissait à 73 milliards de dollars, contre 68 milliards de dollars au 31 octobre 2007. L'augmentation par rapport au trimestre précédent est attribuable à des niveaux plus élevés de garanties pour les titres mis en pension.

#### Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés, décrites aux pages 72 et 122 du Rapport annuel 2007, n'ont pas été modifiées. Les opérations avec des apparentés sont toujours tout effectuées aux conditions du marché.

#### Bilan

Au 31 janvier 2008, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 449 milliards de dollars, soit une croissance de 38 milliards de dollars, ou de 9 %, par rapport à ce total au 31 octobre 2007, compte tenu de la conversion de devises d'un montant de 11 milliards de dollars résultant du fléchissement du cours du dollar canadien. La plupart des catégories de prêts, notamment les prêts aux particuliers, les prêts commerciaux et les prêts aux sociétés, ont connu une croissance.

Le portefeuille de prêts de la Banque a augmenté de 21 milliards de dollars, ou de 9 %, depuis le 31 octobre 2007, compte tenu d'un écart de conversion de 5 milliards de dollars, attribuable surtout aux prêts autres qu'aux particuliers. Pour ce qui est des prêts aux particuliers, les prêts hypothécaires résidentiels du Réseau canadien se sont accrus de 1 milliard de dollars, compte tenu d'une titrisation chiffrée à 2 milliards de dollars, croissance surtout alimentée par une demande toujours à la hausse venant d'un marché canadien de l'habitation en effervescence. L'acquisition de la Banco del Desarrollo, au Chili, a contribué à hauteur de 1 milliard de dollars à la croissance des prêts hypothécaires au cours du trimestre. Les prêts personnels affichent une augmentation de 2 milliards de dollars en regard de ceux du trimestre précédent, toutes les régions ayant enregistré une croissance.

Les prêts aux entreprises et aux administrations publiques ont progressé de 16 milliards de dollars au cours du trimestre, ou de 12 milliards de dollars compte non tenu de l'écart de conversion. Les prêts de Scotia Capitaux ont grimpé de 6 milliards de dollars, tant en ce qui a trait aux prêts aux entreprises qu'au soutien des opérations de transaction. Le Réseau canadien a enregistré une croissance de 1 milliard de dollars de ses prêts commerciaux. Au sein du secteur des Opérations internationales, les prêts aux entreprises et aux administrations publiques se sont accrus de 7 milliards de dollars. L'acquisition de Banco del Desarrollo a représenté un apport de

4 milliards de dollars, et l'Asie et les Antilles, des apports respectifs de 2 milliards de dollars et de 1 milliard de dollars.

Les dépôts portant intérêt auprès d'autres banques ont crû de 6 milliards de dollars durant le trimestre, la Banque ayant accru ses actifs liquides.

Les titres ont augmenté de 6 milliards de dollars depuis la fin du trimestre précédent. Les titres disponibles à la vente ont progressé de 5 milliards de dollars, en raison surtout des titres d'administrations publiques et des titres de sociétés. Les titres détenus à des fins de transaction se sont accrus de 1 milliard de dollars, presque exclusivement en raison de la conversion de devises. Au 31 janvier 2008, les gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente se chiffraient à 855 millions de dollars (compte tenu des montants relatifs aux dérivés et aux couvertures), en baisse de 122 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent, situation surtout attribuable aux gains réalisés au cours du trimestre, à l'incidence de la conversion de devises et à la réduction de valeur de certains titres de créance résultant de l'élargissement des écarts de taux.

Les titres disponibles à la vente au 31 janvier 2008 comprenaient des placements de 1 363 millions de dollars dans des titres adossés à des créances avec flux groupés et des titres adossés à des prêts avec flux groupés, des placements de 144 millions de dollars dans du papier commercial adossé à des créances émises par des tiers canadiens et des placements de 23 millions de dollars dans des véhicules de placement structuré. Le risque lié aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis relativement à ces titres est négligeable.

Au 31 janvier 2008, le total du passif de la Banque correspondait à 429 milliards de dollars, en hausse de 37 milliards de dollars ou de 9 % par rapport à ce total au 31 octobre 2007 ou de 26 milliards de dollars si l'on exclut un écart de conversion de 11 milliards de dollars. De plus, les obligations relatives aux titres mis en pension ont augmenté de 5 milliards de dollars.

Le total des dépôts a grimpé de 28 milliards de dollars, ou de 10 %, ce qui comprend 8 milliards de dollars attribuables à la conversion de devises. Les dépôts des particuliers ont augmenté de 7 milliards de dollars, dont 1 milliard de dollars en raison de l'acquisition de la Banco del Desarrollo et 1 milliard de dollars, de la croissance interne des CPG canadiens. Les dépôts des entreprises et des administrations publiques ont connu une hausse de 15 milliards de dollars, ce qui comprend 5 milliards de dollars attribuables à la conversion de devises, surtout pour financer la forte croissance de l'actif de la Banque au cours du trimestre. Les dépôts auprès d'autres banques ont aussi grimpé de 6 milliards de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent, particulièrement grâce à une croissance de 5 milliards de dollars enregistrée dans la région du Pacifique, et en partie par suite de la conversion de devises.

Le total des capitaux propres s'est accru de 1 milliard de dollars au cours du trimestre. Cette hausse est surtout attribuable à l'importance du capital généré à l'interne, qui s'est élevé à 351 millions de dollars, à l'émission pour 230 millions de dollars d'actions privilégiées à dividende non cumulatif et à une somme de 562 millions de dollars comprise dans le cumul des autres éléments du résultat étendu et qui découle essentiellement des gains de change non réalisés relativement aux établissements étrangers de la Banque.

## Gestion du capital

### Adoption de l'accord de Bâle révisé

L'accord de Bâle sur les fonds propres révisé (« Bâle II ») est entré en vigueur pour les banques canadiennes le 1<sup>er</sup> novembre 2007.

Bâle II est conçu de manière à mieux harmoniser les normes de fonds propres réglementaires avec le profil de risque de chaque banque en apportant des changements importants aux exigences de fonds propres pour le risque de crédit et en présentant une nouvelle charge explicite au titre des fonds propres pour tenir compte du risque d'exploitation.

Bâle II préconise deux méthodes principales pour le calcul du risque de crédit : l'approche standard, qui fait appel à des pondérations prescrites pour le risque de crédit, et l'approche fondée sur les notations internes, qui permet l'utilisation de modèles internes d'une banque pour calculer certaines ou la totalité des données clés qui entrent dans le calcul des fonds propres réglementaires. Les utilisateurs de l'approche avancée fondée sur les notations internes (l'« approche NI avancée ») doivent avoir des systèmes de gestion du risque sophistiqués pour calculer les fonds propres réglementaires pondérés en fonction du risque de crédit, et cette approche est susceptible de donner des fonds propres réglementaires moins importants que ceux obtenus par les autres méthodes permises.

Lorsqu'une banque parvient à prouver sa pleine conformité aux exigences de l'approche NI avancée et que le BSIF approuve l'utilisation de cette approche, la banque peut alors l'utiliser pour calculer les fonds propres requis. Toutefois, afin de limiter une baisse soudaine de l'ensemble des fonds propres de l'industrie, des fonds propres minimums ont été imposés pour les deux premières années suivant l'autorisation définitive de l'approche NI avancée. Un seuil de fonds propres équivalent à 90 % de la formule préconisée par Bâle I s'applique durant la première année de l'autorisation définitive. Pour la deuxième année, le seuil passe à 80 % de la formule s'il y a lieu.

La Banque a reçu une autorisation conditionnelle de la part du BSIF pour l'utilisation, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, de l'approche NI avancée à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe. Selon les objectifs de la Banque, les autres portefeuilles de crédit seront soumis à cette approche en novembre 2010. Dans l'intervalle, la Banque utilisera l'approche standard pour ces portefeuilles. Par ailleurs, elle utilise actuellement l'approche standard pour calculer le capital requis pour le risque d'exploitation. La Banque prévoit comptabiliser une réduction du capital obligatoire pour le deuxième trimestre de 2008.

### Coefficients de capital

La Banque continue à maintenir un capital qui reflète une situation solide. Au 31 janvier 2008, le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total aux termes des règles de Bâle II se chiffraient à 9,0 % et à 10,2 %, respectivement, ce qui représente un recul d'environ 30 points de base pour ces deux coefficients depuis le 31 octobre 2007. La diminution des coefficients est attribuable à la croissance vigoureuse de l'actif pondéré en fonction du risque dans tous les secteurs d'activité, laquelle croissance n'a été que partiellement contrebalancée par les capitaux autogénérés, ainsi qu'à l'émission pour 230 millions de dollars d'actions privilégiées à dividende non cumulatif et pour 394 millions de dollars de débetures subordonnées. L'adoption de Bâle II a eu un effet négligeable sur la variation des coefficients de capital pour le trimestre, en raison des conditions d'autorisation en vigueur.

Le coefficient des capitaux propres corporels attribuables aux actionnaires ordinaires était de 7,2 % au 31 janvier 2008 et au 31 octobre 2007.

## Instrument financiers

Compte tenu de la nature des principales activités commerciales de la Banque, les instruments financiers occupent une grande place dans le bilan et font partie intégrante des activités de la Banque. Différentes mesures reflètent le niveau de risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Certaines de ces mesures sont exposées plus en détail à la page 8, dans la section intitulée « Gestion du risque ».

Les méthodes servant à établir la juste valeur des instruments financiers sont présentées aux pages 69 et 70 du Rapport annuel 2007. La direction doit faire appel à des jugements à l'égard des données d'évaluation lorsque des données du marché observables ne sont pas disponibles. La direction pose également un jugement lors du choix des modèles d'évaluation. L'incertitude relative à ces estimations et à ces jugements pourrait modifier la juste valeur et les résultats financiers comptabilisés.

Au cours du trimestre, les variations de la juste valeur des instruments financiers ont généralement découlé de conditions normales de l'économie, du secteur et du marché.

Au 31 janvier 2008, le total du notionnel des instruments dérivés s'établissait à 1 484 milliards de dollars, contre 1 287 milliards de dollars au 31 octobre 2007. L'écart est observable parmi la plupart des catégories de dérivés. Le pourcentage des dérivés détenus à des fins de transaction et celui des dérivés détenus à des fins autres que de transaction ou à des fins de gestion de l'actif et du passif sont demeurés généralement inchangés. Le montant du risque de crédit équivalent, compte tenu de l'incidence des accords généraux de compensation, s'élevait à 27 milliards de dollars, contre 22 milliards de dollars à la fin de l'exercice précédent.

## Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans ses états financiers. Ces arrangements appartiennent surtout à trois catégories : les entités à détenteurs de droits variables (« EDDV »), les opérations de titrisation, et les garanties et autres engagements. Au cours du trimestre, la Banque n'a assumé aucune obligation contractuelle importante autrement que dans le cadre de ses activités normales. Aucune modification n'a été apportée aux processus d'examen et d'approbation de ces arrangements contractuels depuis l'exercice précédent.

Au cours du trimestre, la Banque n'a conclu aucun nouvel arrangement important avec des EDDV qui ne sont pas consolidées dans son bilan.

La Banque consent des concours de trésorerie ainsi que des améliorations partielles des termes de crédit, dans certains cas, à des fonds multicédants émettant du papier commercial, lesquels sont administrés par la Banque et par des tiers. Ces facilités constituent une source de financement de rechange lorsqu'un fonds multicédants ne peut émettre du papier commercial ou, parfois, lorsque certaines conditions convenues ne sont pas respectées ou certains objectifs de rendement ne sont pas atteints. Les concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants émetteurs de papier commercial totalisaient 21,6 milliards de dollars au 31 janvier 2008, dont une tranche de 19,9 milliards de dollars se rapportait aux fonds multicédants administrés par la Banque qui ne figuraient pas au bilan. Au 31 janvier 2008, l'encours du papier commercial que les fonds multicédants administrés par la Banque et ne figurant pas au bilan avaient émis totalisait 13,5 milliards de dollars. À la fin du trimestre, la Banque détenait moins de 3 % du papier commercial

en circulation émis par l'ensemble des fonds multicédants. L'exposition de la Banque aux prêts hypothécaires à risque aux États-Unis est négligeable.

Les concours de trésorerie consentis aux fonds multicédants qui ne sont pas administrés par la Banque totalisaient 1,7 milliard de dollars, dont une tranche de 1,6 milliard de dollars était affectée à ceux administrés par des tiers aux États-Unis, et une autre de 95 millions de dollars, à ceux administrés par des tiers au Canada. Il s'agit d'une baisse par rapport au montant de 2,4 milliards de dollars inscrit à cet effet au dernier trimestre, en raison principalement du recul des concours de trésorerie consentis à des fonds multicédants administrés par des tiers au Canada.

La Banque peut titriser des prêts hypothécaires à l'habitation afin de diversifier ses sources de financement, car il s'agit là d'un moyen économique de financer la croissance de ce portefeuille. Au cours du trimestre, la Banque a encore titrisé des prêts hypothécaires à l'habitation pour un montant de 555 millions de dollars, ce qui a porté l'encours des prêts hypothécaires titrisés à 11 165 millions de dollars au 31 janvier 2008, contre 11 631 millions de dollars au 31 octobre 2007.

Le montant des garanties et des autres engagements indirects a augmenté de 2 % par rapport au 31 octobre 2007. Les commissions tirées des garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 53 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, comparativement à 56 millions de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent.

## Dividende par action ordinaire

Lors de sa réunion tenue le 3 mars 2008, le conseil d'administration a approuvé un dividende trimestriel de 47 cents par action ordinaire. Ce dividende trimestriel est payable le 28 avril 2008 aux actionnaires inscrits en date du 1<sup>er</sup> avril 2008.

## Perspectives

L'activité économique aux États-Unis a ralenti de manière appréciable en raison du marasme financier provoqué par la crise du crédit hypothécaire à risque. Malgré un assouplissement sérieux de la politique monétaire et des incitatifs budgétaires substantiels, la croissance américaine sera sans doute mitigée d'ici la fin de 2008. De nombreux pays émergents d'Amérique du Sud et d'Asie afficheront aussi une croissance plus faible durant la prochaine année.

L'activité économique canadienne a aussi quelque peu ralenti mais elle sera protégée grâce aux récentes mesures de stimulation monétaires et budgétaires ainsi que par la demande vive de produits énergétiques et industriels de la part des économies émergentes.

Compte tenu du peu de dynamisme de la conjoncture économique actuelle, de la faiblesse des résultats du premier trimestre et de l'incertitude qui continue à planer sur les marchés des capitaux, il sera difficile pour la Banque d'atteindre ses objectifs financiers pour 2008. Toutefois, la progression des frais de financement déjà enregistrée, la forte croissance des volumes observée dans nos secteurs d'activité et l'attention accrue que porte la Banque à la gestion des coûts permettent d'entrevoir une embellie pour le reste de l'exercice. De plus, la pression engendrée par la rapide ascension du dollar canadien en 2007 aura un effet nettement moins important au cours du second semestre de l'exercice. Ces facteurs permettent à la Banque d'avoir confiance en l'avenir et de maintenir le cap sur les objectifs financiers établis au début de l'exercice, sachant qu'elle prend les mesures nécessaires pour affronter ces défis.

## Données par secteur d'activité

## Réseau canadien

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)<sup>1)</sup></i>	Pour les trimestres terminés les		
	<b>31 janvier 2008</b>	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenu d'intérêts net	<b>991 \$</b>	954 \$	953 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>91</b>	78	74
Autres revenus	<b>519</b>	663	518
Frais autres que d'intérêts	<b>889</b>	927	870
Charge d'impôts	<b>157</b>	173	164
<b>Bénéfice net</b>	<b>373 \$</b>	439 \$	363 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>6</b>	5	2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>367 \$</b>	434 \$	361 \$
<b>Autres données</b>			
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>30,6 %</b>	37,0 %	31,1 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>168 \$</b>	163 \$	146 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le Réseau canadien a affiché un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires de 367 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, soit une hausse de 6 millions de dollars, ou de 2 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent, mais en baisse de 66 millions de dollars, ou de 16 % par rapport à celui du trimestre précédent. Cependant, compte non tenu du gain de 92 millions de dollars (déduction faite des impôts applicables) résultant de la restructuration de VISA à l'échelle internationale comptabilisé au trimestre précédent, le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires a grimpé de 25 millions de dollars, ou de 7 %.

L'apport du Réseau canadien a représenté 45 % du bénéfice net de la Banque pour le trimestre. Le taux de rendement des capitaux propres a été de 30,6 %, contre 31,1 % pour la même période en 2007.

L'actif moyen avant les titrisations s'est accru de 22 milliards de dollars, ou de 14 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent, grâce surtout à une croissance de 15 milliards de dollars, ou de 16 %, des prêts hypothécaires à l'habitation. Tous les réseaux de vente ont enregistré une forte croissance des prêts hypothécaires, laquelle s'est traduite par un accroissement de la part de marché. Le volume du crédit renouvelable aux particuliers et celui des prêts aux entreprises ont aussi augmenté. Les dépôts des particuliers ont progressé de 8 milliards de dollars, ou de 10 %, de sorte que les gains de la part du marché d'un exercice à l'autre ont dépassé tous ceux enregistrés dans l'industrie. Non seulement les dépôts à terme ont augmenté, mais aussi les comptes de chèques et les comptes d'épargne. Ces derniers se sont accrus grâce surtout à l'acquisition de la Banque Dundee. Les dépôts autres que de particuliers ont progressé de 7 %, hausse qui est attribuable tant aux dépôts à terme qu'aux comptes courants. En regard du trimestre précédent, l'actif moyen avant les titrisations a grimpé de 5 milliards de dollars, ou de 3 %, en raison principalement de la croissance des prêts hypothécaires aux particuliers et des prêts commerciaux. Quant aux dépôts, ils ont augmenté de 4 % grâce à la croissance des dépôts à terme des particuliers et à l'acquisition de la Banque Dundee.

Le total des revenus a crû de 39 millions de dollars, ou de 3 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de l'exercice précédent, principalement sous l'effet de la forte croissance du volume. Exclusion faite du gain enregistré au trimestre précédent relativement à la restructuration de VISA, le total des revenus est demeuré pratiquement inchangé, car l'augmentation du revenu d'intérêts net a été contrebalancée par la baisse des autres revenus.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 991 millions de dollars, soit une hausse de 38 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent, en raison de la forte croissance du volume des actifs et des dépôts. La plupart des produits ont

enregistré une croissance moyenne sur le plan du volume, notamment les prêts aux particuliers, les prêts aux petites entreprises et les prêts commerciaux. Cette croissance a été partiellement annulée par le recul de la marge sur intérêts, provoqué par la hausse des taux du financement à court terme, les besoins accrus pour le financement de gros et la pression concurrentielle exercée sur les écarts des prêts hypothécaires et des CPG. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a grimpé de 4 % par suite de l'élargissement de l'écart entre le taux préférentiel et le taux de financement. La marge a augmenté de 2 points de base à la suite du recul récent des taux d'intérêt.

Pour le trimestre, les autres revenus ont totalisé 519 millions de dollars, pratiquement le même montant qu'au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'accroissement des revenus tirés des opérations de change et des revenus sur cartes a été partiellement annulé par les réductions de valeur nette de titres et la baisse des revenus de gestion de patrimoine. Ces revenus ont surtout diminué dans le courtage de plein exercice en raison du ralentissement des marchés, bien que les revenus tirés des services tarifés liés aux fonds communs de placement et générés par le Groupe de gestion privée aient augmenté. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont chuté de 22 %, principalement en raison du gain relatif à la restructuration de Visa constaté au cours du trimestre précédent et des pertes de valeur nette de titres inscrites pour le trimestre à l'étude.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 91 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 74 millions de dollars par rapport à celle de la même période l'an dernier et de 78 millions de dollars comparativement à celle du trimestre précédent. L'augmentation des dotations à la provision dans les portefeuilles de prêts aux particuliers a reflété la croissance du portefeuille. Les dotations à la provision relatives au crédit-bail automobile ont également augmenté en raison de l'acquisition de Travelers Leasing. Les dotations à la provision pour le portefeuille commercial ont augmenté légèrement par rapport leurs niveaux très bas à la période correspondante de l'exercice précédent et au trimestre précédent, et ces dotations sont réparties dans bon nombre de secteurs et plusieurs petits comptes.

Les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 2 % en regard de ceux du premier trimestre de l'exercice précédent, partiellement à cause de l'acquisition de la Banque Dundee et de Travelers Leasing, du lancement de nouvelles succursales et de l'embauche de personnel de vente en 2007, et des autres initiatives de croissance. Les frais autres que d'intérêts ont fléchi de 4 % par rapport à ceux du trimestre précédent, en raison d'une baisse des dépenses affectées à des projets et de la fluctuation saisonnière des activités. Ce fléchissement a été partiellement annulé par l'incidence des augmentations salariales annuelles et de l'acquisition de la Banque Dundee.

## Opérations internationales

Pour les trimestres terminés les

(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale) <sup>1)</sup>	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Revenu du secteur d'activité</b>			
Revenu d'intérêts net	731 \$	710 \$	670 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	30	27	19
Autres revenus	309	380	297
Frais autres que d'intérêts	568	582	562
Charge d'impôts	122	89	43
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	33	25
<b>Bénéfice net</b>	<b>289 \$</b>	<b>359 \$</b>	<b>318 \$</b>
Dividendes versés sur les actions privilégiées	7	6	2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>282 \$</b>	<b>353 \$</b>	<b>316 \$</b>
<b>Autres données</b>			
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	19,6 %	21,3 %	22,2 %
Actif moyen (en milliards de dollars)	70 \$	65 \$	65 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires du secteur Opérations internationales pour le premier trimestre a atteint 282 millions de dollars, ce qui représente une diminution de 34 millions de dollars ou de 11 % par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent et de 71 millions de dollars, ou de 20 %, par rapport à celui du trimestre précédent. Exclusion faite du gain après impôts de 71 millions de dollars relativement à la restructuration de VISA à l'échelle internationale, le bénéfice net a été stable en regard de celui du trimestre précédent. Le principal facteur attribuable à la diminution par rapport au trimestre correspondant de 2007 est l'incidence négative de la conversion de devises, laquelle s'est chiffrée à 39 millions de dollars. Sans ce facteur, le bénéfice net aurait augmenté de 5 millions de dollars. Cette augmentation modeste reflète tout de même la forte croissance du volume à l'échelle du secteur. Toutefois, l'effet bénéfique de nos acquisitions a été contrebalancé par une hausse de la dotation à la provision pour pertes sur prêts aux particuliers et de la charge d'impôts au Mexique, ainsi que par la variation de la juste valeur de certains titres ayant découlé de l'élargissement des écarts de taux.

Le secteur a contribué pour 35 % du total du bénéfice net de la Banque et il a affiché un rendement des capitaux propres de 19,6 %.

L'actif moyen de 70 milliards de dollars représente une croissance de 5 milliards de dollars, ou de 7 %, par rapport à celui de l'exercice précédent, malgré l'effet défavorable, à hauteur de 16 %, de la conversion de devises. Cette augmentation est attribuable à l'acquisition au Chili, à la hausse de 20 % des prêts aux entreprises, principalement en Asie, et à la croissance robuste des prêts hypothécaires et des prêts sur cartes, respectivement de 24 % et de 30 %. La croissance interne des dépôts à faible coût, à hauteur de 12 %, a également été appréciable. Comparativement à celui du trimestre précédent, l'actif moyen a progressé de 5 milliards de dollars, ou de 7 %, en raison des mêmes facteurs.

Le total des revenus s'est chiffré à 1 040 millions de dollars au cours du trimestre, en hausse de 73 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de 2007, malgré l'incidence défavorable, d'un montant de 145 millions de dollars, de la conversion de devises. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les revenus ont fléchi de 50 millions de dollars, surtout en raison des gains découlant de la restructuration de VISA à l'échelle internationale inscrits le trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net s'est élevé à 731 millions de dollars pour le trimestre, en hausse de 61 millions de dollars, ou de 9 %, par rapport à celui du trimestre correspondant de 2007 et de 21 millions de dollars, ou de 3 %, en regard de celui du trimestre précédent, compte tenu de l'incidence défavorable de la conversion de devises, chiffrée respectivement à 103 millions de dollars et à 16 millions de dollars. Cette performance résulte d'une croissance interne très importante des prêts dans l'ensemble du secteur et des acquisitions réalisées. Les marges nettes sur intérêts se sont accrues par rapport à celles du premier trimestre de 2007, mais ont rétréci en regard de celles du trimestre précédent principalement à cause d'une diminution des marges au Mexique et au Pérou.

Les autres revenus ont grimpé de 12 millions de dollars, ou de 4 %, par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2007 pour atteindre 309 millions de dollars, malgré une réduction de 42 millions de dollars attribuable à la conversion de devises. Cette hausse a découlé des acquisitions, de l'accroissement des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction en Amérique du Sud et de la croissance généralisée des autres revenus liés aux opérations. Ces facteurs ont été contrebalancés par la variation négative de la juste valeur de certains titres détenus à des fins autres que de transaction. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les autres revenus ont reculé de 71 millions de dollars en raison des gains de 91 millions de dollars inscrits le trimestre précédent relativement à la restructuration de VISA à l'échelle internationale. La croissance sous-jacente est attribuable aux facteurs responsables de la croissance enregistrée par rapport au premier trimestre de 2007.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est élevé à 30 millions de dollars pour le premier trimestre, soit 11 millions de dollars de plus que celle du premier trimestre de 2007 et 3 millions de dollars de plus que celle du trimestre précédent. L'augmentation s'explique par l'accroissement des provisions du Mexique, des Antilles et de l'Amérique centrale, bien que celles du Pérou et de l'Asie aient reculé. Dans l'ensemble, le ratio des pertes sur créances du secteur s'est établi à 27 points de base, ce qui est conforme aux niveaux du trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 568 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, en hausse de 1 % ou de 6 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2007. Cette hausse comprend l'incidence favorable de la conversion de devises à hauteur de 72 millions de dollars ainsi qu'une l'augmentation de 25 millions de dollars attribuable aux acquisitions. Le reste de la hausse est attribuable à l'accroissement des charges de rémunération engagées en raison de l'expansion des activités et de l'ouverture de nouvelles succursales, ainsi qu'à la progression de la rémunération liée au rendement au Mexique. Comparativement à ceux du trimestre précédent, les frais autres que d'intérêts se sont contractés de 14 millions de dollars, ou de 3 %, grâce au recouvrement de frais en Amérique du Sud et à la diminution des frais de publicité et d'occupation. En revanche, les charges liées à la rémunération et aux avantages sociaux ont monté.

Le taux d'imposition effectif a été de 27,6 % pour le trimestre, contre 11,1 % pour le premier trimestre de 2007 et 18,4 % pour le trimestre précédent. Ces augmentations s'expliquent par la hausse du taux d'imposition effectif au Mexique à la suite de l'utilisation complète des reports prospectifs de pertes fiscales et par la diminution des économies d'impôts futurs estimatives attribuables à d'autres facteurs fiscaux. En outre, le bénéfice dégagé dans les territoires où le taux d'imposition est faible s'est amoindri, principalement en Asie, les chiffres du trimestre précédent ayant bénéficié du taux d'imposition le plus bas sur les gains relatifs à Visa.

## Scotia Capitaux

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i> <i>(base de mise en équivalence fiscale)<sup>1)</sup></i>	Pour les trimestres terminés les		
	<b>31 janvier 2008</b>	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenu d'intérêts net	<b>274 \$</b>	364 \$	269 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	<b>(10)</b>	(10)	(30)
Autres revenus	<b>131</b>	156	361
Frais autres que d'intérêts	<b>191</b>	225	259
Charge d'impôts	<b>33</b>	76	105
<b>Bénéfice net</b>	<b>191 \$</b>	229 \$	296 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>4</b>	3	2
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>187 \$</b>	226 \$	294 \$
<b>Autres données</b>			
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>22,6 %</b>	24,2 %	30,7 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>157 \$</b>	150 \$	150 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

La contribution de Scotia Capitaux au bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires s'est chiffrée à 187 millions de dollars pour le trimestre, en baisse de 107 millions de dollars, ou de 36 %, par rapport à la contribution pour le même trimestre de 2007 et de 39 millions de dollars, ou de 17 %, par rapport à celle du trimestre précédent. Ces baisses s'expliquent surtout par une diminution des revenus de transaction, même si les frais ont régressé. Le rendement des capitaux propres, à 22,6 %, a été inférieur à l'excellent ratio obtenu pour le premier trimestre de 2007, qui avait été soutenu par la forte montée des revenus de transaction et les recouvrements d'intérêts et les reprises de pertes sur prêts. Le rendement des capitaux propres pour le trimestre a été légèrement inférieur au ratio du trimestre précédent. La contribution de Scotia Capitaux a représenté 23 % de l'ensemble des résultats de la Banque.

L'actif total moyen a augmenté de 5 % par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent, s'établissant à 157 milliards de dollars. Les titres et les prêts du portefeuille de transaction se sont accrues de 6 milliards de dollars, permettant ainsi de soutenir les activités des clients et les possibilités de transaction. En outre, la moyenne des prêts et des acceptations aux sociétés a grimpé de 4 milliards de dollars, ou de 12 %, pour l'ensemble des établissements, principalement grâce à la croissance des prêts de première qualité. Ces hausses ont été partiellement annulées par une réduction nette de 3 milliards de dollars des titres pris en pension et des dépôts auprès des autres banques. L'augmentation de l'actif de 7 milliards de dollars, ou de 5 %, par rapport à celui du trimestre précédent reflète la croissance tant des actifs de transaction que des actifs liés à des prêts aux sociétés, bien que les titres pris en pension aient diminué.

Le total des revenus a atteint 405 millions de dollars, en baisse de 225 millions de dollars, ou de 36 %, par rapport à celui du premier trimestre de l'exercice précédent. L'écart traduit un recul considérable des revenus du secteur Marchés des capitaux mondiaux, en raison de la conjoncture difficile pour la négociation des dérivés et des actions et il tient compte d'une perte de 42 millions de dollars sur les instruments de crédit structuré et d'une perte de 80 millions de dollars relative au risque de contrepartie de swaps se rapportant à un assureur spécialisé. En outre, les revenus des Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux se sont amenuisés par suite d'une diminution des recouvrements d'intérêts sur les prêts douteux et d'une baisse des commissions de crédit et des honoraires de consultation. La régression de 115 millions de dollars ou de 22 % par rapport à ceux du trimestre précédent est principalement imputable à une diminution du revenu de dividende exonéré d'impôts, des revenus de transaction sur les actions et des gains réalisés sur les titres aux États-Unis et en Europe.

Le revenu d'intérêts net s'est établi à 274 millions de dollars, soit une légère hausse par rapport à celui de la période correspondante de 2007. Une augmentation modeste des intérêts, attribuable à l'accroissement des activités de transaction et à l'augmentation des prêts, a été partiellement contrebalancée par une baisse des commissions de montage de prêts et des recouvrements d'intérêts sur les prêts douteux. La diminution en regard du trimestre précédent tient essentiellement à une baisse du revenu de dividende exonéré d'impôts.

Au cours du trimestre, la reprise nette sur les provisions a atteint 10 millions de dollars, contre une reprise nette de 30 millions de dollars au trimestre correspondant de l'exercice précédent et une reprise de 10 millions de dollars au trimestre précédent. Les reprises nettes réalisées pour le trimestre à l'étude l'ont été au Canada et en Europe, alors que celles réalisées pour les périodes de comparaison l'avaient été principalement aux États-Unis.

Les autres revenus ont totalisé 131 millions de dollars, soit une forte baisse de 230 millions de dollars ou de 64 % par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2007. Le secteur Marchés des capitaux mondiaux a enregistré une diminution de 200 millions de dollars, car les revenus de transaction sur les dérivés et les actions ont énormément reculé en raison de la conjoncture difficile. Ces montants tiennent compte d'une perte de valeur de 80 millions de dollars relative à un risque de contrepartie de swaps se rapportant à un assureur spécialisé. Par contre, les opérations sur métaux précieux et les transactions de titres à revenu fixe ont continué à dégager des revenus importants, tandis que les opérations de change ont généré des revenus records. Les autres revenus du secteur Services bancaires aux sociétés et services bancaires d'investissement mondiaux ont régressé de 20 % sous l'effet d'une diminution des commissions de crédit, des honoraires de consultation et des gains sur titres. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus ont fléchi de 16 %, principalement à cause d'une contraction des gains sur titres. Du côté du secteur Marchés des capitaux mondiaux, les revenus records tirés des opérations de change et la croissance des transactions sur les titres à revenu fixe ont nettement compensé l'incidence du gain à la vente des activités liées aux indices obligataires qui avait été inscrit au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts pour le trimestre se sont établis à 191 millions de dollars, soit 68 millions de dollars, ou 26 %, de moins que ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, grâce surtout à une diminution de la rémunération liée au rendement, des primes d'embauche et du coût des régimes de retraite et des autres avantages sociaux. Par rapport au trimestre précédent, l'augmentation du coût des régimes de retraite et des autres avantages sociaux a plus ou moins annulé l'effet de la réduction de la rémunération liée au rendement et des primes d'embauche.

Autres<sup>1)</sup>

Pour les trimestres terminés les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)<sup>2)</sup></i>	<b>31 janvier 2008</b>	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Résultat sectoriel</b>			
Revenu d'intérêts net <sup>3)</sup>	<b>(182) \$</b>	(312) \$	(116) \$
Autres revenus	<b>66</b>	163	157
Frais autres que d'intérêts	<b>21</b>	58	33
Charge d'impôts <sup>3)</sup>	<b>(119)</b>	(134)	(35)
<b>Bénéfice net</b>	<b>(18) \$</b>	(73) \$	43 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>4</b>	2	2
<b>Bénéfice net (perte) attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>(22) \$</b>	(75) \$	41 \$
<b>Autres données</b>			
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>34 \$</b>	31 \$	30 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les redressements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et ceux imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

3) Compte tenu de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts présentée dans le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts des trimestres terminés le 31 janvier 2008 (118 \$), le 31 octobre 2007 (216 \$) et le 31 janvier 2007 (105 \$), pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des résultats.

La perte attribuable aux actionnaires ordinaires s'est établie à 22 millions de dollars pour le premier trimestre, soit une amélioration de 53 millions de dollars par rapport au résultat du trimestre précédent, mais une baisse de 63 millions de dollars par rapport à celui premier trimestre de 2007.

Le revenu d'intérêts net et la charge d'impôts tiennent compte de l'élimination de la majoration du revenu exonéré d'impôts. Ce montant est inclus dans les résultats des secteurs d'exploitation, lesquels sont présentés selon une base de mise en équivalence fiscale. L'élimination s'est chiffrée à 118 millions de dollars pour le trimestre à l'étude, contre 216 millions de dollars pour le trimestre précédent et 105 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2007.

Le revenu d'intérêts net s'est accru de 130 millions de dollars comparativement au trimestre précédent, surtout en raison de l'élimination d'une majoration moins élevée du revenu exonéré d'impôts. Par rapport au trimestre correspondant de 2007, le revenu d'intérêts net a diminué de 66 millions de dollars par suite de la variation de la juste valeur des instruments dérivés servant à la gestion de l'actif et du passif et à cause d'un accroissement de la majoration du revenu exonéré d'impôts.

Les autres revenus ont totalisé 66 millions de dollars, en baisse de 97 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent et de 91 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre correspondant de 2007. Ces baisses s'expliquent surtout par une diminution des gains sur les titres détenus à des fins autres que de transaction, compte tenu des pertes de valeur, malgré une hausse des revenus de titrisation.

Les frais autres que d'intérêts du trimestre, qui se sont chiffrés à 21 millions de dollars, ont enregistré une baisse de 37 millions de dollars par rapport à ceux du trimestre précédent et de 12 millions de dollars par rapport à ceux du premier trimestre de 2007. La baisse en regard du trimestre précédent résulte essentiellement d'une hausse des frais de litige au cours du trimestre précédent.

## Total

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres terminés les		
	<b>31 janvier 2008</b>	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Revenu des secteurs d'activité</b>			
Revenu d'intérêts net	<b>1 814 \$</b>	1 716 \$	1 776 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	<b>111</b>	95	63
Autres revenus	<b>1 025</b>	1 362	1 333
Frais autres que d'intérêts	<b>1 669</b>	1 792	1 724
Charge d'impôts	<b>193</b>	204	277
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	<b>31</b>	33	25
<b>Bénéfice net</b>	<b>835 \$</b>	954 \$	1 020 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	<b>21</b>	16	8
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	<b>814 \$</b>	938 \$	1 012 \$
<b>Autres données</b>			
Rendement des capitaux propres <sup>1)</sup>	<b>18,3 %</b>	21,0 %	22,1 % <sup>2)</sup>
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	<b>429 \$</b>	409 \$	391 \$

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

2) Certains chiffres correspondants du présent rapport trimestriel ont été retraités pour que leur présentation soit conforme à celle du trimestre à l'étude.

## Faits saillants par secteur géographique

<i>(non vérifié)</i>	Pour les trimestres terminés les		
	<b>31 janvier 2008</b>	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b> <i>(en millions de dollars)</i>			
Canada	<b>494 \$</b>	560 \$	544 \$
États-Unis	<b>22</b>	97	163
Mexique	<b>63</b>	122	147
Autres pays	<b>252</b>	237	212
Redressements du siège social	<b>(17)</b>	(78)	(54)
	<b>814 \$</b>	938 \$	1 012 \$
<b>Actif moyen</b> <i>(en milliards de dollars)</i>			
Canada	<b>285 \$</b>	278 \$	252 \$
États-Unis	<b>29</b>	27	33
Mexique	<b>20</b>	20	22
Autres pays	<b>86</b>	77	77
Redressements du siège social	<b>9</b>	7	7
	<b>429 \$</b>	409 \$	391 \$



## Chiffres clés pour les trimestres

	31 janv. 2008	Pour les trimestres terminés les						
		31 oct. 2007	31 juillet 2007	30 avril 2007	31 janv. 2007	31 oct. 2006	31 juillet 2006	30 avril 2006
Total des revenus ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>2 839 \$</b>	3 078 \$	3 201 \$	3 102 \$	3 109 \$	2 868 \$	2 889 \$	2 717 \$
Total des revenus (BMEF <sup>1)</sup> ) ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>2 957</b>	3 294	3 302	3 211	3 214	2 999	2 989	2 830
Bénéfice net ( <i>en millions de dollars</i> )	<b>835</b>	954	1 032	1 039	1 020	897	936	894
Bénéfice de base par action ( <i>en dollars</i> )	<b>0,83</b>	0,95	1,03	1,04	1,02	0,90	0,94	0,90
Bénéfice dilué par action ( <i>en dollars</i> )	<b>0,82</b>	0,95	1,02	1,03	1,01	0,89	0,93	0,89

1) Se reporter à l'analyse des mesures non conformes aux PCGR à la page 6.

## Données sur les actions

	Au 31 janvier 2008
( <i>en milliers d'actions en circulation</i> )	
Actions ordinaires	<b>985 418<sup>1)</sup></b>
Actions privilégiées Série 12	<b>12 000<sup>2)</sup></b>
Actions privilégiées Série 13	<b>12 000<sup>3)</sup></b>
Actions privilégiées Série 14	<b>13 800<sup>4)</sup></b>
Actions privilégiées Série 15	<b>13 800<sup>5)</sup></b>
Actions privilégiées Série 16	<b>13 800<sup>6)</sup></b>
Actions privilégiées Série 17	<b>9 200<sup>7)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	<b>500<sup>8)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>9)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>9)</sup></b>
Titres fiduciaires Série 2006-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	<b>750<sup>9)</sup></b>
Billets secondaires de la Fiducie Banque Scotia – Série A, émis par la Fiducie de billets secondaires Banque Scotia	<b>1 000<sup>9)</sup></b>
Options en cours attribuées aux termes des régimes d'options sur actions pour l'achat d'actions ordinaires	<b>28 461<sup>1)10)</sup></b>

1) Au 19 février 2008, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options en cours se chiffraient respectivement à 985 518 et à 28 360. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.

2) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.

3) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,30 \$ par action.

4) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

5) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,28125 \$ par action.

6) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action, à l'exception du dividende initial payé le 29 janvier 2008, qui a été de 0,39195 \$ par action.

7) Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, à l'exception du dividende initial, lorsqu'un tel dividende sera déclaré le cas échéant, payable le 28 avril 2008, qui sera de 0,33753 \$ par action.

8) Présentés dans les obligations au titre des instruments de capitaux propres au bilan consolidé.

9) Présentés dans les dépôts au bilan consolidé.

10) Comprend 17 712 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (« composante DPV »).

On trouvera plus de renseignements, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13, 14 et 16 des états financiers consolidés du 31 octobre 2007 publiés dans le Rapport annuel 2007, et à la note 5 figurant à la page 23 du présent rapport.

## Conventions et estimations comptables

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du (« PCGR ») Canada. Il est recommandé de se reporter à la note 1 afférente aux états financiers consolidés annuels de 2007 pour obtenir de plus amples renseignements sur les importants principes comptables utilisés pour l'établissement de ces états financiers. Aucune convention comptable ayant des conséquences importantes n'a été adoptée par la Banque au cours du premier trimestre de 2008.

Les principales hypothèses et bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2007.

## État consolidé des résultats

	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
<b>Revenu d'intérêts</b>			
Prêts	3 825 \$	3 668 \$	3 377 \$
Titres	1 168	1 071	1 131
Titres pris en pension	229	320	330
Dépôts auprès d'autres banques	319	303	251
	5 541	5 362	5 089
<b>Frais d'intérêts</b>			
Dépôts	3 078	2 968	2 526
Débitures subordonnées	24	23	33
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	9	13	13
Autres	616	642	741
	3 727	3 646	3 313
<b>Revenu d'intérêts net</b>	1 814	1 716	1 776
Dotation à la provision pour pertes sur créances (note 3)	111	95	63
Revenu d'intérêts net après la dotation à la provision pour pertes sur créances	1 703	1 621	1 713
<b>Autres revenus</b>			
Revenus sur cartes	95	92	93
Services de dépôt et de paiement	207	204	206
Fonds communs de placement	78	78	68
Services de gestion des placements, de courtage et de fiducie	186	185	188
Commissions de crédit	133	126	132
Revenus de transaction	(44)	(67)	149
Services de banque d'investissement	164	164	194
Gain net sur les titres détenus à des fins autres que de transaction	20	148	127
Autres	186	432	176
	1 025	1 362	1 333
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 728	2 983	3 046
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Salaires et avantages sociaux	978	963	1 003
Locaux et technologie	327	362	327
Communications	75	76	73
Publicité et prospection	69	94	76
Honoraires	45	81	45
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	14	33	39
Autres frais	161	183	161
	1 669	1 792	1 724
Bénéfice avant les éléments ci-dessous	1 059	1 191	1 322
Charge d'impôts	193	204	277
Participation sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	31	33	25
<b>Bénéfice net</b>	835 \$	954 \$	1 020 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	21	16	8
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires</b>	814 \$	938 \$	1 012 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation ( <i>en millions</i> )			
De base	985	983	991
Dilué	992	991	1 001
<b>Bénéfice par action ordinaire</b> ( <i>en dollars</i> )			
De base	0,83 \$	0,95 \$	1,02 \$
Dilué	0,82 \$	0,95 \$	1,01 \$
<b>Dividendes par action ordinaire</b> ( <i>en dollars</i> )	0,47 \$	0,45 \$	0,42 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Bilan consolidé

	Aux		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>			
<b>Actif</b>			
<b>Liquidités</b>			
Trésorerie et dépôts sans intérêt auprès d'autres banques	2 816 \$	2 138 \$	2 508 \$
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	29 431	23 011	20 277
Métaux précieux	4 164	4 046	3 599
	<b>36 411</b>	29 195	26 384
<b>Titres</b>			
Détenus à des fins de transaction	60 702	59 685	64 307
Disponibles à la vente	32 992	28 426	36 037
Placements comptabilisés à la valeur de consolidation	788	724	171
	<b>94 482</b>	88 835	100 515
<b>Titres pris en pension</b>	<b>20 362</b>	22 542	24 129
<b>Prêts</b>			
Prêts hypothécaires à l'habitation	105 532	102 154	92 055
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	43 513	41 734	39 757
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	101 389	85 500	83 067
	<b>250 434</b>	229 388	214 879
Provision pour pertes sur créances (note 3)	2 451	2 241	2 620
	<b>247 983</b>	227 147	212 259
<b>Autres</b>			
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	12 518	11 538	10 431
Instruments dérivés	25 217	21 960	12 529
Terrains, bâtiments et matériel	2 460	2 271	2 344
Écart d'acquisition	1 266	1 134	1 121
Autres actifs incorporels	273	273	317
Autres actifs	8 450	6 615	6 441
	<b>50 184</b>	43 791	33 183
	<b>449 422 \$</b>	411 510 \$	396 470 \$
<b>Passif et capitaux propres</b>			
<b>Dépôts</b>			
Particuliers	108 219 \$	100 823 \$	96 823 \$
Entreprises et administrations publiques	175 772	161 229	148 995
Banques	32 806	26 406	31 201
	<b>316 797</b>	288 458	277 019
<b>Autres</b>			
Acceptations	12 518	11 538	10 431
Obligations relatives aux titres mis en pension	32 967	28 137	29 612
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	13 570	16 039	18 201
Instruments dérivés	25 046	24 689	12 106
Autres passifs	25 333	21 138	25 725
Participation sans contrôle dans les filiales	548	497	491
	<b>109 982</b>	102 038	96 566
<b>Débiteures subordonnées</b> (note 4)	<b>2 150</b>	1 710	2 340
<b>Obligations au titre des instruments de capitaux propres</b>	<b>500</b>	500	750
<b>Capitaux propres</b>			
Capital-actions			
Actions privilégiées (note 5)	1 865	1 635	945
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 614	3 566	3 520
Bénéfices non répartis	17 809	17 460	16 376
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 6)	(3 295)	(3 857)	(1 046)
	<b>19 993</b>	18 804	19 795
	<b>449 422 \$</b>	411 510 \$	396 470 \$

Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.



## État consolidé condensé des flux de trésorerie

Pour les trimestres terminés les

Provenance (affectation) des flux de trésorerie (non vérifié) (en millions de dollars)	31 janvier 2008	31 janvier 2007
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>		
Bénéfice net	835 \$	1 020 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	239	(49)
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	244	118
Titres détenus à des fins de transaction	(331)	(1 192)
Actifs dérivés	(1 127)	181
Passifs dérivés	(1 742)	(1 178)
Autres, montant net	854	(162)
	<b>(1 028)</b>	<b>(1 262)</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>		
Dépôts	17 330	7 407
Obligations relatives aux titres mis en pension	4 229	(4 636)
Obligations relatives aux titres vendus à découvert	(2 766)	4 650
Actions privilégiées émises	230	345
Actions ordinaires émises	36	65
Débetures subordonnées émises	394	–
Dividendes versés en espèces	(484)	(424)
Autres, montant net	1 426	923
	<b>20 395</b>	<b>8 330</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>		
Dépôts portant intérêt auprès d'autres banques	(5 179)	(1 537)
Titres pris en pension	2 537	1 576
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(13 510)	(7 749)
Titrisations de prêts	550	848
Titres détenus à des fins autres que de transaction	(2 035)	166
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(95)	(120)
Autres, montant net <sup>1)</sup>	(1 046)	(82)
	<b>(18 778)</b>	<b>(6 898)</b>
Incidence des fluctuations des taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie	89	58
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	678	228
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période	2 138	2 280
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période <sup>2)</sup>	2 816 \$	2 508 \$
Décaissements effectués au titres des éléments suivants :		
Intérêts	3 653 \$	3 794 \$
Impôts sur les bénéfices	331 \$	283 \$

Certains montants comparatifs du présent rapport trimestriel ont été reclassés pour qu'ils soient conformes à la présentation de la période écoulée.

1) Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, comprend des placements dans des filiales, déduction faite d'un montant de 35 \$ au titre de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (3 \$ au 31 janvier 2007) et déduction faite d'un montant de néant au titre de la contrepartie autre qu'en espèces constituée d'actions ordinaires nouvellement émises (4 \$ au 31 janvier 2007).

2) Représente la trésorerie et les dépôts sans intérêt auprès d'autres banques.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

## Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007. Les principales conventions comptables qui ont servi à établir ces états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans l'établissement des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice.

## 1. Modifications de conventions comptables

Aucune nouvelle convention comptable n'a été adoptée au cours de l'exercice en cours. Les modifications de conventions comptables sont décrites à la note 1 afférente aux états financiers consolidés vérifiés de l'exercice 2007 de la Banque.

## 2. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation en procédant à la création de titres adossés à des créances hypothécaires. Aucune perte sur créance n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008, la moyenne pondérée des hypothèses clés utilisées dans la mesure de la juste valeur aux dates des opérations de titrisation correspond à un taux de remboursement par anticipation de 20 %, à une marge excédentaire de 1,1 % et à un taux d'actualisation de 4,3 %. Le tableau qui suit présente un sommaire des cessions réalisées par la Banque.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Produit net en espèces <sup>1)</sup>	550 \$	992 \$	848 \$
Droits conservés	16	21	32
Passif de gestion conservé	(4)	(7)	(7)
	562	1 006	873
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	555	1 010	861
Gain net (perte) sur la cession	7 \$	(4)\$	12 \$

1) Exclut les prêts hypothécaires assurés qui ont été titrisés et conservés par la Banque de 1 351 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2008 (1 267 \$ pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007 et 526 \$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2007). Au 31 janvier 2008, le solde des titres adossés à des créances hypothécaires s'élevait à 5 523 \$ et ces actifs ont été classés comme titres disponibles à la vente.

## 3. Prêts douteux et provision pour pertes sur créances

## a) Prêts douteux

(en millions de dollars)	Aux			
	Montant brut	Provisions spécifiques <sup>1)</sup>	31 janvier 2008 Montant Net	31 octobre 2007 Montant Net
<b>Par type de prêts</b>				
Prêts hypothécaires à l'habitation	457 \$	157 \$	300 \$	203 \$
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	524	503	21	51
Prêts aux entreprises et aux administrations	861	493	368	347
Total	1 842 \$	1 153 \$	689 \$	601 \$
<b>Par pays</b>				
Canada			280 \$	231 \$
États-Unis			10	4
Autres pays			399	366
Total			689 \$	601 \$

1) La provision spécifique pour les prêts douteux évaluée sur une base individuelle a totalisé 494 \$ (383 \$ au 31 octobre 2007).

## b) Provision pour pertes sur créances

Le tableau qui suit présente un sommaire de la variation de la provision pour pertes sur créances :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les		
	31 janvier 2008	31 octobre 2007	31 janvier 2007
Solde au début de la période	2 252 \$	2 433 \$	2 618 \$
Radiations	(194)	(215)	(168)
Recouvrements	51	49	34
Dotation à la provision pour pertes sur créances	111	95	63
Autres, y compris le redressement de change	242	(110)	84
Solde à la fin de la période <sup>1)2)3)</sup>	2 462 \$	2 252 \$	2 631 \$

1) Au 31 janvier 2008, comprend un montant de 177 \$ au titre des provisions spécifiques liées aux acquisitions de nouvelles filiales (54 \$ au 31 octobre 2007, 26 \$ au 31 janvier 2007), lequel pourrait changer au terme de l'évaluation des actifs liés aux prêts acquis.

2) Au 31 janvier 2008, un montant de 11 \$ (11 \$ au 31 octobre 2007; 11 \$ au 31 janvier 2007) était inscrit au poste « Autres passifs ».

3) Au 31 janvier 2008, la provision générale pour pertes sur créances se chiffrait à 1 298 \$ (1 298 \$ au 31 octobre 2007, 1 323 \$ au 31 janvier 2007).

## 4. Débentures subordonnées

Des débentures subordonnées d'un montant total de 300 millions de dollars ont été émises le 31 janvier 2008 et arriveront à échéance le 31 janvier 2018. Les intérêts sur ces débentures sont payables semestriellement à terme échu à partir du 31 juillet 2008, au taux annuel de 5,30 % jusqu'au 31 janvier 2013. Du 31 janvier 2013 à l'échéance, les intérêts sont payables trimestriellement à un taux annuel égal au taux des acceptations bancaires de 90 jours majoré de 1,90 %, à partir du 30 avril 2013. Ces débentures subordonnées sont remboursables en tout temps par la Banque, sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions

financières du Canada. Les débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

Des débentures subordonnées d'un montant total de 10 milliards de yens ont été émises le 20 novembre 2007 et arriveront à échéance le 20 novembre 2037. Les intérêts sont payables semestriellement à terme échu à compter du 20 mai 2008, au taux de 3,015 %. Les débentures subordonnées sont remboursables par la Banque le 20 novembre 2017 sous réserve de l'approbation écrite du surintendant des institutions financières du Canada. Ces débentures subordonnées sont admissibles dans le capital de catégorie 2B.

## 5. Gestion du capital

La Banque s'est donné un cadre de gestion du capital afin de mesurer, d'utiliser et de surveiller son capital disponible et d'en évaluer la suffisance. Ce cadre de gestion du capital vise à atteindre les trois principaux objectifs suivants : dépasser les seuils réglementaires et atteindre à long terme les cibles internes de capitaux, conserver une cote de crédit élevée et accroître le rendement pour les actionnaires de la Banque.

Le capital est géré conformément à la politique de gestion du capital, qui est approuvée par le conseil d'administration. La haute direction élabore la stratégie en matière de capital et supervise les processus de gestion du capital de la Banque. Les groupes Finance, Trésorerie du Groupe et Gestion du risque global de la Banque jouent un rôle essentiel dans la mise en œuvre de la stratégie de la Banque en matière de capital et dans la gestion du capital. Le capital est géré en fonction de mesures du capital réglementaires et de modèles internes.

Même si la Banque est assujettie à plusieurs exigences en matière de capital dans les différents secteurs d'activité et pays dans lesquels elle exerce ses activités, la suffisance du capital est gérée sur une base consolidée. La Banque prend également des mesures pour s'assurer que ses filiales respectent ou dépassent les exigences réglementaires en matière de capital au niveau local. Le principal organisme de réglementation auquel la Banque doit se conformer à l'égard de la suffisance de son capital consolidé est le Bureau du surintendant des institutions financières (BSIF) du Canada. Les règles en matière de suffisance du capital au Canada sont

conformes dans une large mesure aux normes internationales fixées par la Banque des règlements internationaux. L'accord de Bâle sur les fonds propres révisé (« Bâle II ») a été adopté par la Banque et les autres banques canadiennes pour l'exercice en cours.

Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007, les coefficients de capital réglementaire sont déterminés conformément au cadre révisé sur les fonds propres fondé sur le rapport intitulé « Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé », communément appelé Bâle II. Les modifications apportées au calcul des fonds propres réglementaires par rapport à l'accord précédent (Bâle I) portent essentiellement sur le montant et la classification des inclusions et déductions au capital prescrites, comme le calcul de la déduction pour provision admissible et la déduction pour les sociétés définies (notamment les entités d'assurance et les sociétés associées), qui se subdivise maintenant en deux catégories de capital. En outre, le calcul de l'actif pondéré en fonction du risque a été révisé pour mieux harmoniser les paramètres de pondération avec le profil de risque individuel de chaque banque, en apportant des modifications importantes aux pondérations prescrites pour le risque de crédit, notamment par le recours à des mesures internes du risque de crédit et l'introduction d'une nouvelle pondération clarifiée pour l'exposition au risque d'exploitation. D'une manière générale, les exigences en matière de capital qui visent le risque de marché n'ont pas subi de changement.

Lorsqu'une banque parvient à prouver sa pleine conformité aux exigences de l'approche NI avancée et que le BSIF approuve l'utilisation de cette approche, la banque peut alors l'utiliser pour calculer les fonds propres requis. Toutefois, afin de limiter une baisse soudaine de l'ensemble des fonds propres de l'industrie, des fonds propres minimums ont été imposés pour les deux premières années suivant l'autorisation définitive de l'approche NI avancée. Un seuil de fonds propres équivalent à 90 % de la formule préconisée par Bâle I s'applique durant la première année de l'autorisation définitive. Pour la deuxième année, le seuil passe à 80 % de la formule s'il y a lieu.

La Banque a reçu une autorisation conditionnelle de la part du BSIF pour l'utilisation, en date du 1<sup>er</sup> novembre 2007, de l'approche NI avancée à l'égard de ses portefeuilles importants du Canada, des États-Unis et d'Europe. Selon les objectifs de la Banque, les autres portefeuilles de crédit seront soumis à cette approche en novembre 2010. Dans l'intervalle, la Banque utilisera l'approche standard pour ces portefeuilles. Par ailleurs, elle utilise actuellement l'approche standard pour calculer le capital requis pour le risque d'exploitation.

Le capital réglementaire total se compose du capital de catégorie 1 et du capital de catégorie 2 et se présente comme suit :

	Aux	
	<b>31 janvier 2008<sup>1)</sup></b>	31 octobre 2007 <sup>1)</sup>
<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>		
<b>Capitaux propres présentés dans le bilan consolidé</b>	<b>19 993 \$</b>	18 804 \$
Ajouter : Obligations au titre des instruments de capitaux propres – titres de fiducies	<b>2 750</b>	2 750
Participation sans contrôle dans les filiales	<b>548</b>	497
Déduire : Écart d'acquisition	<b>(1 266)</b>	(1 134)
Composantes du cumul des autres éléments du résultat exclues du capital de catégorie 1	<b>(369)</b>	(692)
Autres déductions du capital <sup>2)</sup>	<b>(490)</b>	–
<b>Capital de catégorie 1</b>	<b>21 166 \$</b>	20 225 \$
Débitures subordonnées admissibles, déduction faite de l'amortissement	<b>1 859</b>	1 452
Obligations au titre des instruments de capitaux propres – billets de fiducie secondaires	<b>1 000</b>	1 000
Autres éléments de capital, montant net <sup>3)</sup>	<b>(151)</b>	304
<b>Capital de catégorie 2</b>	<b>2 708 \$</b>	2 756 \$
<b>Capital réglementaire total</b>	<b>23 874 \$</b>	22 981 \$

1) Avec prise d'effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007, le capital réglementaire est déterminé conformément à l'accord Bâle II. Les chiffres correspondants au 31 octobre 2007 ont été déterminés conformément à l'accord Bâle I.

2) Comprend principalement 50 % des placements dans des sociétés définies et acquises après le 1<sup>er</sup> janvier 2007. Avant le 1<sup>er</sup> novembre 2007, l'intégralité des placements dans certaines sociétés définies étaient déduits du capital de catégorie 2. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2007, ces placements acquis après le 1<sup>er</sup> janvier 2007 sont désormais séparés entre le capital de catégorie 1 et le capital de catégorie 2 à raison de 50 % chacun.

3) Comprend principalement le montant au titre de provision admissible pour pertes sur créances et les gains nets non réalisés après impôts sur les titres disponibles à la vente diminué des déductions prescrites, notamment les placements dans des sociétés définies.

On obtient les deux principaux coefficients de capital réglementaire servant à évaluer la suffisance du capital, soit le coefficient du capital de catégorie 1 et le coefficient du capital total, en divisant ces composantes du capital par l'actif pondéré en fonction du risque. L'actif pondéré en fonction du risque est obtenu au moyen de l'application d'une combinaison de mesures internes du risque de crédit de la Banque et des pondérations en fonction du risque prescrites par le BSIF à l'exposition au risque d'éléments inscrits au bilan ou hors bilan.

Les coefficients minimaux de capital réglementaire prescrits par le BSIF sont de 7 %, dans le cas du capital de catégorie 1, et de 10 %, dans le cas du capital total. Au 31 janvier 2008, la Banque dépassait ces coefficients minimaux. Le BSIF a également prescrit un ratio actif/capital maximal de 20:1. Au 31 janvier 2008, la banque respectait ce seuil.

#### Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au premier trimestre de 2007, la Banque a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités visant le rachat d'un nombre maximal de 20 millions de ses actions

ordinaires, ce qui représentait environ 2 % des actions ordinaires en circulation de la Banque au 31 décembre 2007. L'offre s'est terminée le 11 janvier 2008. La Banque n'a pas racheté d'actions ordinaires aux termes de cette offre au cours du trimestre.

Des actions privilégiées de série 17 à dividende non cumulatif totalisant 230 millions de dollars ont été émises le 31 janvier 2008. Elles donnent droit à un dividende en espèces privilégié non cumulatif de 0,35 \$ par action, payable trimestriellement lorsqu'un tel dividende est déclaré, le cas échéant. Le dividende initial, si un tel dividende est déclaré, sera versé le 28 avril 2008 et s'établira à 0,33753 \$ par action. Sous réserve de l'approbation des autorités de réglementation, les actions pourront être rachetées par la Banque à compter du 26 avril 2013 moyennant un paiement de 26,00 \$ par action, majoré des dividendes déclarés qui n'auront pas été versés à la date alors fixée pour le rachat et, par la suite, d'une prime annuelle dégressive jusqu'au 26 avril 2017. Après cette date, aucune prime ne sera versée au rachat. Ces actions privilégiées font partie du capital de catégorie 1.



## 6. Cumul des autres éléments du résultat étendu

Les composantes du cumul des autres éléments du résultat étendu au 31 janvier 2008 et les autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé à cette date se présentent comme suit :

**Cumul des autres éléments du résultat étendu**

Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates

	Solde d'ouverture	Variation nette	Solde de fermeture	Solde d'ouverture	Montant transitoire	Variation nette	Solde de fermeture
(en millions de dollars)	31 octobre 2007		31 janvier 2008	31 octobre 2006	1 novembre 2006		31 janvier 2007
Gains de change non réalisés (pertes de change non réalisées), déduction faite des activités de couverture	(4 549)\$	885 \$	(3 664) <sup>1)</sup> \$	(2 321)\$	– \$	522 \$	(1 799) <sup>1)</sup> \$
Gains non réalisés (pertes non réalisées) sur les titres disponibles à la vente, déduction faite des activités de couverture	639	(60)	579 <sup>2)</sup>	–	706	48	754 <sup>2)</sup>
Gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	53	(263)	(210) <sup>3)</sup>	–	(23)	22	(1) <sup>3)</sup>
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 857)\$	562 \$	(3 295) \$	(2 321)\$	683 \$	592 \$	(1 046) \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de 333 \$ (néant au 31 janvier 2007).

2) Déduction faite d'une charge d'impôts de 276 \$ (414 \$ au 31 janvier 2007). Le solde au 31 janvier 2008 comprend également des pertes non réalisées (après impôts) de 277 \$ sur les titres disponibles à la vente (150 \$ au 31 janvier 2007).

3) Compte tenu d'une économie d'impôts de 100 \$ (\$1 au 31 janvier 2007).

**Autres éléments du résultat étendu**

Le tableau qui suit présente un sommaire des variations des composantes des autres éléments du résultat étendu.

	Pour les trimestres terminés les	
(en millions de dollars)	31 janvier 2008	31 janvier 2007
<b>Variation nette des pertes de change non réalisées</b>		
Gains de change non réalisés, montant net <sup>1)</sup>	1 141 \$	892 \$
Pertes sur les couvertures d'investissements nets dans des établissements étrangers autonomes, montant net <sup>2)</sup>	(256)	(370)
	885	522
<b>Variation nette des gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente</b>		
Gains non réalisés sur les titres disponibles à la vente, montant net <sup>3)</sup>	8	124
Reclassement des gains nets dans le bénéfice net <sup>4)</sup>	(68)	(76)
	(60)	48
<b>Variation nette des gains (pertes) sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie</b>		
Gains sur les instruments dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie, montant net <sup>5)</sup>	278	247
Reclassement des gains nets dans le bénéfice net <sup>6)</sup>	(541)	(225)
	(263)	22
Autres éléments du résultat étendu	562 \$	592 \$

1) Déduction faite d'une charge d'impôts de néant (néant au 31 janvier 2007).

2) Compte tenu d'une économie d'impôts de 94 \$ (néant au 31 janvier 2007).

3) Compte tenu d'une économie d'impôts de 46 \$ (charge d'impôts de 73 \$ au 31 janvier 2007).

4) Compte tenu d'une économie d'impôts de 16 \$ (41 \$ au 31 janvier 2007).

5) Déduction faite d'une charge d'impôts de 126 \$ (125 \$ au 31 janvier 2007).

6) Compte tenu d'une économie d'impôts de 251 \$ (113 \$ au 31 janvier 2007).

## 7. Instruments financiers

**Gestion du risque financier**

Les principales activités commerciales de la Banque donnent lieu à un bilan composé essentiellement d'instruments financiers. En outre, la Banque utilise les instruments financiers dérivés tant à des fins de transaction qu'à des fins de gestion de l'actif et du passif. Afin de surveiller, d'évaluer et de gérer les principaux risques liés aux activités commerciales qu'elle mène, la Banque mise sur un cadre de gestion du risque élaboré. Les

risques découlant de la transaction d'instruments financiers comprennent le risque de crédit, le risque d'illiquidité, le risque d'exploitation et le risque de marché. La Banque gère ces risques au moyen de politiques et de pratiques intégrales de gestion du risque, notamment différents plafonds relatifs à la gestion du risque et des techniques de gestion du risque approuvés par le conseil. Le cadre de gestion du risque de la Banque comporte quatre principales composantes :

- Les politiques qui déterminent la tolérance de la Banque au risque et établissent les limites et contrôles selon lesquels la Banque et ses filiales peuvent exercer leurs activités. Les politiques sont élaborées en fonction des exigences des organismes de réglementation et elles sont approuvées par le conseil d'administration de la Banque, directement ou par l'entremise du Comité de direction et de gestion du risque.
- Des lignes directrices sont élaborées afin de clarifier les limites inhérentes au risque et les conditions aux termes desquelles les politiques de gestion du risque de la Banque doivent être mises en œuvre.
- Des processus sont mis en place afin de permettre l'identification, l'évaluation, la documentation, la communication d'information et la gestion des risques. Les normes établissent l'étendue et les attentes en matière de qualité de l'information requise nécessaire à la prise de décision.
- L'observation des politiques, des limites et des lignes directrices en matière de gestion du risque est évaluée de façon périodique par des tiers indépendants qui produisent un rapport à cet effet afin de veiller à ce que les objectifs établis soient atteints.

#### Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque qu'une perte soit subie si un emprunteur ou une contrepartie n'honore pas ses engagements financiers ou contractuels envers la Banque. Le conseil d'administration, directement ou par l'entremise du Comité de direction et de gestion du risque, examine et approuve la stratégie de gestion du risque et la politique sur le risque de crédit de la Banque tous les ans. La stratégie de gestion du risque de crédit définit les marchés cibles et le seuil de tolérance à l'égard du risque qui sont établis à l'échelle de la Banque, lesquels sont ensuite redéfinis en fonction de chaque unité d'exploitation. Cette stratégie a pour objectifs de veiller à ce que pour la Banque, y compris chacune des unités d'exploitation :

- les marchés cibles et les produits et services offerts soient bien définis,
- les paramètres de risque à l'égard des nouvelles opérations et de l'ensemble des portefeuilles soient bien précisés,
- les opérations, notamment le montage, la syndication, la vente de prêts et les couvertures, soient gérées de manière à assurer l'atteinte des objectifs fixés pour l'ensemble des portefeuilles.

Les politiques de gestion du risque de crédit, qui sont établies par le groupe Gestion du risque global, expliquent en détail, entre autres choses, les systèmes d'évaluation de la solvabilité et les estimations paramétriques connexes, ainsi que la délégation de pouvoir sur la question de l'octroi de crédit, du calcul de la provision pour pertes sur créances et de l'autorisation des radiations. Elles font partie intégrante des politiques et procédures à l'échelle de la Banque qui englobent la gouvernance, la gestion du risque et la structure du contrôle.

Les systèmes d'évaluation du risque de crédit de la Banque permettent d'établir les paramètres estimatifs clés du risque de crédit, lesquels mesurent le risque de crédit et le risque

inhérent à une opération. Pour les risques non liés aux portefeuilles de prêts aux particuliers, les paramètres sont associés à chaque facilité de crédit et à ses opérations au moyen d'une cote pour l'emprunteur et d'une cote pour l'opération. Le risque inhérent à l'emprunteur est évalué à l'aide de méthodes propres à des segments de l'industrie ou à des secteurs d'activité. Le risque inhérent aux facilités accordées à un emprunteur donné est évalué à la lumière de la structure des facilités et des garanties. En ce qui concerne les portefeuilles de prêts aux particuliers, chaque cas est attribué à une catégorie particulière (prêts immobiliers garantis, autres opérations de détail – crédit à terme, crédit renouvelable non garanti) et, au sein de chaque catégorie, à une cote de risque. Cette méthode permet de bien différencier les risques et d'estimer, d'une manière appropriée et uniforme, les caractéristiques de la perte éventuelle au niveau de la catégorie et de la cote de risque.

#### Qualité du crédit des actifs financiers

Le portefeuille de la Banque est bien diversifié par secteur et les concentrations de risque de crédit n'ont subi aucune modification importante depuis le 31 octobre 2007.

##### a) Grandes sociétés et entreprises

Les décisions en matière de crédit sont fondées sur l'évaluation du risque de crédit de l'emprunteur ou de la contrepartie.

Parmi les principaux facteurs dont l'évaluation tient compte, mentionnons les résultats financiers actuels et prévus ainsi que les antécédents en matière de crédit de l'emprunteur, le secteur au sein duquel l'emprunteur exerce ses activités, les tendances économiques, le risque géopolitique et l'équipe de direction de l'emprunteur. Les unités d'exploitation de la Banque et le groupe Gestion du risque global passent régulièrement en revue la qualité du portefeuille de prêts dans l'ensemble de la Banque afin de savoir si les tendances économiques ou des événements particuliers peuvent avoir une incidence sur le rendement du portefeuille.

Au 31 janvier 2008, une proportion considérable du portefeuille de prêts autorisés aux grandes sociétés et aux entreprises était constituée de prêts cotés à l'interne selon une notation qui correspondrait, en règle générale, à l'attribution d'une notation de grande qualité de la part des agences externes d'évaluation de la solvabilité.

##### b) Prêts aux particuliers

Les méthodes de la Banque en matière d'évaluation des risques de crédit et de modélisation des risques au Canada sont centrées sur le client plutôt que sur le produit. En général, les décisions liées aux prêts aux particuliers sont fondées sur des cotes de risque qui sont générées à l'aide de modèles prédictifs de notation. Les demandes de crédit individuelles sont traitées par le logiciel d'approbation de crédit de la Banque qui permet de calculer la dette maximale que le client peut contracter.

Au 31 janvier 2008, le montant des prêts aux particuliers en souffrance autres que les prêts douteux était peu élevé.

#### Instruments dérivés

La Banque utilise des dérivés de crédit dans ses portefeuilles de placement et de prêts. La Banque vend de l'assurance-crédit

qui l'expose aux risques liés à des cautionnements ou à des prêts, tandis que l'assurance-crédit qu'elle achète sert à gérer les risques de crédit.

Pour contrôler le risque de crédit lié aux produits dérivés, la Banque met en œuvre les mêmes opérations et processus de gestion du risque de crédit que ceux qui sont utilisés dans les activités de prêt aux fins de l'évaluation et de l'approbation du risque de crédit éventuel. La Banque établit des plafonds pour chaque contrepartie, mesure le risque à sa juste valeur actuelle, majorée pour tenir compte du risque futur, et fait appel à des techniques d'atténuation du risque de crédit comme la compensation et le nantissement. Les contreparties de grande qualité représentent une proportion considérable du montant du risque de crédit découlant des opérations sur produits dérivés de la Banque.

## Garanties

### a) Garanties détenues

Dans le cours normal de ses activités, la Banque obtient des garanties relativement à certaines opérations afin de réduire son risque de contrepartie. La Banque est habituellement autorisée à vendre ou à redonner en nantissement les garanties qu'elle reçoit quant aux opérations de prêts et d'emprunts de titres et aux opérations sur produits dérivés, selon les modalités habituelles et usuelles applicables aux activités de prêts standard et aux activités de prêts et d'emprunt de titres.

### b) Garanties données

Dans le cours normal de ses activités, la Banque donne en nantissement des titres et d'autres actifs afin de garantir des obligations, de participer à des systèmes de compensation ou de règlement ou encore d'exercer des activités à l'étranger. Au 31 janvier 2008, le total des actifs donnés en nantissement s'établissait à 40 milliards de dollars (40 milliards de dollars au 31 octobre 2007). Les opérations de nantissement sont exécutées selon les modalités communes et usuelles applicables aux activités de prêts standard et aux activités de prêts

et d'emprunt de titres. La Banque met en œuvre des contrôles de gestion du risque standard en ce qui a trait au nantissement d'actifs.

## Risque d'illiquidité

Le risque d'illiquidité désigne le risque que la Banque ne puisse remplir ses obligations financières dans les délais prévus, à un prix raisonnable. Le risque d'illiquidité est géré dans le cadre des politiques et des plafonds approuvés par le conseil d'administration. Le conseil reçoit des rapports sur l'exposition au risque et sur les résultats obtenus par rapport aux plafonds approuvés. Le Comité de gestion du passif supervise le risque d'illiquidité pour la haute direction et se réunit chaque semaine pour passer en revue le profil de liquidité de la Banque.

Les éléments clés du cadre de gestion du risque d'illiquidité de la Banque sont les suivants : i) mesure et modélisation du risque d'illiquidité, y compris l'établissement de plafonds à l'égard des sorties de fonds nettes maximales par devise pouvant être effectuées au cours d'une période à court terme donnée; ii) diversification des sources de financement de la Banque; iii) maintien d'un bloc d'actifs très liquides non grevés qui peuvent aisément être vendus ou donnés en nantissement pour garantir des emprunts; iv) essais dans des conditions critiques; et v) élaboration d'un plan d'urgence.

## Profil de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités, comme le montre le tableau ci-après. De façon générale, elle peut vendre ou donner ces actifs en nantissement en vue d'honorer ses engagements.

La Banque fait preuve de prudence en diversifiant ses activités de financement de gros au moyen de divers programmes de financement afin d'accéder aux marchés des capitaux internationaux et de prolonger son profil d'échéance lorsque nécessaire. La Banque applique des contrôles de gestion du risque en ce qui a trait au financement et à la gestion de la liquidité.

## Actifs liquides

	Au <b>31 janvier 2008</b>
<i>(en millions de dollars)</i>	
<b>Actifs liquides en dollars canadiens</b>	
Trésorerie et dépôts à la Banque du Canada	676 \$
Dépôts auprès d'autres banques	4 983
Titres	52 856
	<b>58 515 \$</b>
<b>Actifs liquides en devises</b>	
Trésorerie et dépôts à la Banque du Canada	4 798 \$
Dépôts auprès d'autres banques	25 954
Titres	23 567
Prêts à vue et à moins de un an	1 191
	<b>55 510 \$</b>
<b>Total des actifs liquides</b>	
Trésorerie et dépôts à la Banque du Canada	5 474 \$
Dépôts auprès d'autres banques	30 937
Titres	76 423
Prêts à vue et à moins de un an	1 191
	<b>114 025 \$</b>
<b>Actifs liquides en pourcentage de l'actif total</b>	<b>25,4 %</b>

## Échéances contractuelles

Le tableau qui suit présente les échéances contractuelles de certains des passifs financiers de la Banque. Les passifs-dépôts de la Banque présentés ci-dessous ont été comptabilisés au Canada et aux États-Unis et ils s'élèvent à 241 milliards de dollars, soit 76 % du total des dépôts de la Banque.

(en millions de dollars)	Payables à vue	Payables à préavis	Payables à terme fixe			Total
			Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	
Dépôts	26 710 \$	38 900 \$	120 885 \$	48 622 \$	6 181 \$	241 298 \$
Débentures subordonnées	–	–	256	–	1 894	2 150
Obligations au titre des instruments de capitaux propres	–	–	–	–	500	500
<b>Total</b>	<b>26 710 \$</b>	<b>38 900 \$</b>	<b>121 141 \$</b>	<b>48 622 \$</b>	<b>8 575 \$</b>	<b>243 948 \$</b>

## Dépôts

Les activités étrangères de la Banque ont leurs propres cadres de gestion de la liquidité, qui sont semblables à celui de la Banque. Les dépôts locaux sont gérés sous l'angle du risque d'illiquidité en fonction des cadres de gestion locaux et des exigences réglementaires locales.

## Engagements de crédit

Dans le cours normal des activités, la Banque contracte des engagements de crédit qui représentent une promesse de rendre un crédit disponible à certaines conditions, sous forme de prêts ou d'autres instruments de crédit d'un montant et d'une durée déterminés. Ces engagements, qui ne sont pas reflétés dans le bilan consolidé, sont assujettis aux normes habituelles en matière de crédit, de contrôle financier et de contrôle du risque. Au 31 janvier 2008, la plupart des engagements de crédit avaient une durée à courir jusqu'à l'échéance de moins de un an.

## Instruments dérivés

La Banque est exposée au risque d'illiquidité lorsqu'elle a recours à des instruments dérivés pour répondre aux besoins des clients, pour générer des revenus des activités de transaction, pour gérer les risques de marché et de crédit liés à ses activités d'octroi de prêts, de financement et de placement ainsi que pour réduire le coût de son capital. Plus de la moitié de la valeur nominale de référence des instruments dérivés de la Banque vient à échéance à moins de un an, tandis que 87 % de ceux-ci viennent à échéance à moins de cinq ans.

## Risque de marché

Le risque de marché découle des fluctuations des prix et des taux du marché (dont les taux d'intérêt, les écarts de taux, le cours des actions, les taux de change et le prix des marchandises), des corrélations entre ces éléments et de l'ampleur de leur volatilité. Une fois l'an, le conseil d'administration passe en revue et approuve les politiques et plafonds à l'égard du risque de marché. Le CGP et le Comité de gestion du risque de marché et d'application des politiques (le « CGRMAP ») veillent à l'application du cadre établi par le conseil et ils surveillent les risques de marché auxquels la Banque est exposée ainsi que les activités qui donnent lieu à ces risques.

La Banque fait appel à un certain nombre de mesures et de modèles pour mesurer et contrôler le risque de marché. Les mesures employées sont choisies en fonction d'une évaluation

de la nature des risques que comporte une activité particulière. Les principales techniques de mesure sont la valeur à risque (« VAR »), les essais dans des conditions critiques, l'analyse de sensibilité et les modèles de simulation et l'analyse des écarts. Les modèles sont validés séparément avant leur mise en œuvre et ils font l'objet d'un examen périodique officiel.

La VAR est une mesure statistique qui sert à estimer la perte de valeur potentielle des positions de transaction de la Banque attribuable aux fluctuations défavorables des cours du marché sur un horizon temporel déterminé et selon un seuil de confiance donné. À titre de complément à la VAR, la Banque a aussi recours à des essais dans des conditions critiques afin d'évaluer l'incidence, sur les portefeuilles de transaction, de mouvements anormalement amples dans les facteurs du marché et de périodes d'inactivité prolongée. Le programme d'essais dans des conditions critiques est conçu de manière à circonscrire les principaux risques et à faire en sorte que le capital de la Banque puisse aisément absorber les pertes potentielles résultant d'événements anormaux. La Banque soumet ses portefeuilles de transaction à plus de 75 essais dans des conditions critiques chaque jour et à plus de 250 essais dans des conditions critiques chaque mois.

L'analyse de sensibilité permet d'évaluer l'effet de l'évolution des taux d'intérêt sur les résultats courants, sur les autres éléments du résultat étendu et sur la valeur économique de l'actif et du passif. Les modèles de simulation selon différents scénarios sont particulièrement importants pour la gestion du risque inhérent aux produits de dépôt, de prêt et de placement que la Banque offre aux particuliers. L'analyse des écarts sert à évaluer la sensibilité aux taux d'intérêt qu'on trouve dans les services que la Banque offre aux particuliers, dans ses services bancaires de gros et dans son secteur Opérations internationales. Dans le cadre d'une analyse des écarts, les actifs et les passifs ainsi que les instruments dérivés sensibles aux taux d'intérêt sont classés selon des périodes données en fonction des dates prévues de modification des taux.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt, y compris le risque d'écart de taux, correspond au risque de perte imputable aux variations du degré, de la forme et de l'inclinaison de la courbe de rendement, à la volatilité des taux d'intérêt, aux taux de remboursement anticipé des prêts hypothécaires, aux variations du prix du crédit sur le marché et à la solvabilité d'un

émetteur donné. La Banque gère activement son exposition au risque de taux d'intérêt en vue d'améliorer le revenu d'intérêts net dans le cadre de tolérances établies à l'égard du risque. Le risque de taux d'intérêt découlant des activités de financement et de placement de la Banque est géré conformément aux politiques et aux plafonds globaux approuvés par le conseil, qui visent à contrôler le risque auquel sont assujettis le bénéfice et la valeur économique des capitaux propres. Le plafond relatif

au bénéfice mesure l'incidence d'une variation donnée des taux d'intérêt sur le bénéfice net et sur le résultat étendu de l'exercice de la Banque, tandis que celui qui est lié à la valeur économique mesure l'incidence d'une variation donnée des taux d'intérêt sur la valeur actuelle de l'actif net de la Banque. Celle-ci utilise aussi des plafonds d'écart pour contrôler le risque de taux d'intérêt afférent à chaque devise.

Le tableau ci-dessous illustre la ventilation des écarts de taux d'intérêt à l'égard des positions en dollars canadiens et en devises au 31 janvier 2008.

#### Écart de taux d'intérêt

Positions sensibles aux taux d'intérêt <sup>1)</sup>	Moins de 3 mois	Entre 3 et 12 mois	Chiffres cumulatifs – à moins de 1 an	Plus de 1 an	Positions non sensibles aux taux d'intérêt
<i>Au 31 janvier 2008 (en millions de dollars)</i>					
<b>Écart sur le dollar canadien</b>	12 960 \$	(9 989)\$	2 971 \$	5 034 \$	(8 005)\$
<b>Écart sur devises</b>	(8 092)\$	9 123 \$	1 031 \$	15 941 \$	(16 972)\$
<b>Total</b>	4 868 \$	(866)\$	4 002 \$	20 975 \$	(24 977)\$

1) Compte tenu de l'inclusion des instruments dérivés et du montant estimatif des remboursements anticipés de prêts aux particuliers, de prêts hypothécaires et de CPG encaissables.

Compte tenu des positions de la Banque en matière de taux d'intérêt au 31 janvier 2008, une hausse immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt, pour toutes les devises et toutes les échéances, aurait pour effet d'augmenter le bénéfice net après impôts d'environ 124 millions de dollars au cours des douze prochains mois. Une telle hausse des taux d'intérêt accroîtrait les autres éléments du résultat étendu après impôts d'environ 22 millions de dollars et réduirait la valeur économique des capitaux propres d'environ 548 millions de dollars.

#### Risque de change

Le risque de change correspond au risque de perte découlant de la fluctuation des cours au comptant et des cours à terme et de la volatilité des taux de change. Le risque de la Banque lié à ses investissements nets dans des établissements étrangers autonomes est assujéti au plafond approuvé par le conseil d'administration. Cette limite tient compte de la volatilité éventuelle des capitaux propres et de l'incidence éventuelle des fluctuations du change sur les coefficients de capital. Chaque trimestre, le CGP examine la position de la Banque sur ces investissements nets. La Banque peut protéger ce risque en totalité ou en partie en finançant ces investissements dans la même monnaie ou au moyen d'autres instruments financiers, notamment des dérivés.

La Banque est exposée au risque de change sur le bénéfice issu de ses établissements étrangers. Pour gérer ce risque, elle extrapole ses revenus et ses dépenses en devises, qui sont principalement libellés en dollars américains, sur un certain nombre de trimestres futurs. Le CGP évalue les données et effectue des prévisions afin de décider quelle est la tranche des revenus et dépenses estimatifs futurs en devises à couvrir. Les instruments de couverture comprennent généralement les contrats au comptant et à terme sur devises ainsi que les options sur devises et les swaps de devises.

En l'absence de couverture, une hausse (baisse) de un pour cent du dollar canadien par rapport à toutes les devises dans lesquelles la Banque exerce ses activités diminue (augmente) son bénéfice

avant impôts d'environ 34 millions de dollars, principalement en raison de sa position en dollars américains. Une variation similaire du dollar canadien augmenterait (diminuerait) d'environ 145 millions de dollars, déduction faite des activités de couverture, les pertes de change non réalisées dans le cumul des autres éléments du résultat étendu figurant sous les capitaux propres.

#### Risque sur actions

Le risque sur actions correspond au risque de perte découlant de fluctuations défavorables du cours des instruments de capitaux propres. Le risque sur actions est souvent subdivisé en deux catégories : le risque sur actions général, qui renvoie à la sensibilité d'un instrument ou de la valeur d'un portefeuille aux fluctuations du cours de l'ensemble des titres de capitaux propres, et le risque particulier à l'émetteur.

La Banque est exposée au risque sur actions par l'intermédiaire de ses portefeuilles de placement de titres de participation, qui sont assujettis aux plafonds approuvés par le conseil d'administration. Les placements en titres de capitaux propres comprennent les actions ordinaires et privilégiées ainsi qu'un portefeuille diversifié de fonds gérés par des tiers. La Banque détient des titres de capitaux propres pour des besoins de liquidité ou d'appréciation du capital à long terme, ou parce qu'ils procurent un rendement après impôts intéressant.

La plupart des portefeuilles de placement de titres de participation de la Banque sont gérés par le Groupe Trésorerie sous l'orientation stratégique du CGP. Le Groupe Trésorerie délègue la gestion d'une partie des portefeuilles de titres de participation et de titres de nature semblable à Gestion de placements Scotia Cassels Limitée et à d'autres gestionnaires de fonds externes afin de bénéficier de leur expertise dans des créneaux et des produits déterminés.

Au 31 janvier 2008, la juste valeur des titres de capitaux propres disponibles à la vente s'établissait à 3 223 millions de dollars.

### Gestion du risque lié aux portefeuilles de transaction

Les politiques, processus et contrôles de la Banque à l'égard de ses activités de transaction sont conçus de manière à établir un équilibre entre l'exploitation rentable des occasions de transaction et la gestion de la volatilité des bénéfices, dans un cadre de pratiques saines et prudentes. Les activités de transaction sont surtout axées sur le client, mais ont trait aussi aux besoins propres de la Banque.

Le risque de marché découlant des activités de transaction de la Banque est géré conformément aux politiques approuvées par le conseil et aux plafonds globaux établis par la VAR et les essais dans des conditions critiques. La qualité de la VAR de la Banque est validée par des évaluations rétroactives régulières, au cours desquelles la VAR est comparée aux bénéfices et aux pertes hypothétiques et réels. Le conseil examine les résultats de la VAR et des essais dans des conditions critiques tous les trimestres.

Les portefeuilles de transaction sont évalués à la valeur de marché conformément aux politiques d'évaluation de la Banque. Les positions sont évaluées à la valeur de marché quotidiennement et les évaluations sont examinées de façon régulière et indépendante par les services administratifs ou par les unités du groupe Gestion du risque global. En outre, ces unités établissent des rapports sur les gains et les pertes, sur la VAR et sur le respect des plafonds établis, qu'elles remettent aux dirigeants des unités d'exploitation et à la haute direction, qui les évaluent et y donnent suite au besoin. La VAR est calculée chaque jour selon un seuil de confiance de 99 % et une période de détention de un jour ainsi qu'à l'aide de simulations historiques fondées sur 300 jours de données du marché. Par conséquent, environ une fois par tranche de 100 jours, les positions du portefeuille de transaction peuvent subir une perte supérieure à celle prévue par la VAR.

Le tableau ci-dessous présente la VAR de la Banque par facteur de risque :

<i>(en millions de dollars)</i>	VAR quotidienne par facteur de risque			
	<b>Au 31 janv. 2008</b>	Moyenne	Plafond	Plancher
Taux d'intérêt	<b>16,7</b>	13,8	18,5	9,8
Actions	<b>2,8</b>	4,5	7,4	2,5
Change	<b>0,6</b>	0,9	1,9	0,4
Marchandises	<b>3,4</b>	2,7	3,6	1,9
Effet de la diversification VAR à l'échelle de la Banque	<b>(4,2)</b>	(5,3)	s/o	s/o
	<b>19,3</b>	16,6	20,5	12,5

### Couvertures

Il existe trois principaux types de couvertures aux fins de la comptabilité : i) les couvertures de juste valeur, ii) les couvertures de flux de trésorerie et iii) les couvertures d'un investissement net.

Dans une couverture de juste valeur, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est contrebalancée dans l'état consolidé des résultats par la variation de la juste valeur de l'élément couvert ayant trait au risque couvert. La Banque utilise les couvertures de juste valeur essentiellement pour convertir le taux fixe des actifs et des passifs financiers en taux variable. Les principaux instruments financiers désignés dans

une relation de couverture de juste valeur comprennent les actifs liés à des cautionnements, les prêts, les passifs-dépôts et les débiteures subordonnées.

Dans une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur du dérivé de couverture est inscrite dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'élément couvert ait une incidence sur l'état consolidé des résultats. La Banque utilise les couvertures de flux de trésorerie essentiellement pour convertir le taux variable des passifs-dépôts en taux fixe. Le reclassement du cumul des autres éléments du résultat étendu à l'état des résultats au cours des 12 prochains mois en raison des couvertures de flux de trésorerie en cours devrait donner lieu à une perte nette d'environ 99 millions de dollars (après impôts). Au 31 janvier 2008, la durée maximale des couvertures de flux de trésorerie en cours était inférieure à 7 ans.

Dans une couverture d'un investissement net, la variation de la juste valeur de l'instrument de couverture est inscrite directement dans les autres éléments du résultat étendu. Ces montants sont constatés dans les résultats lorsque les écarts de conversion correspondants attribuables à des établissements étrangers autonomes sont portés aux résultats.

Toute inefficacité d'une couverture est évaluée et comptabilisée dans les résultats de la période en cours, dans l'état consolidé des résultats. Au cours du trimestre, la Banque a inscrit une perte de 6 millions de dollars (perte de 18 millions de dollars au 31 octobre 2007; gain de 12 millions de dollars au 31 janvier 2007), qui comprend une perte de 4 millions de dollars (perte de 23 millions de dollars au 31 octobre 2007; gain de 9 millions de dollars au 31 janvier 2007) relativement à ses couvertures de flux de trésorerie, en raison de la tranche inefficace des couvertures désignées. Lorsque la juste valeur ou les flux de trésorerie cessent d'être couverts, tout ajustement cumulatif de l'élément couvert ou des autres éléments du résultat étendu est constaté dans les résultats sur la durée résiduelle de la couverture initiale ou lorsque l'élément couvert est décomptabilisé.

### Éléments désignés comme étant détenus à des fins de transaction

La Banque a choisi de désigner certains portefeuilles d'actifs et de passifs comme étant détenus à des fins de transaction. Ces éléments sont inscrits à leur juste et les variations de leur juste valeur sont comptabilisées dans les résultats.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque transige des dérivés de crédit pour le compte de ses clients. La Banque peut acheter les prêts sous-jacents à un tiers pour couvrir économiquement son exposition aux dérivés. Par conséquent, la Banque réduit considérablement, voire même élimine, la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre les deux instruments. Au 31 janvier 2008, la juste valeur de ces prêts s'élevait à 6,4 milliards de dollars (4,1 milliards de dollars au 31 octobre 2007 et 4,6 milliards de dollars au 31 janvier 2007). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 correspondaient à une perte de 280 millions de dollars (gain de 112 millions de dollars au 31 octobre 2007; gain de 110 millions de dollars au 31 janvier 2007). Ces variations de la juste valeur ont été entièrement

contrebalancées par les variations de la juste valeur des dérivés de crédit connexes.

Dans le cadre de ses activités de transaction, la Banque achète des éléments d'actif de prêts dans des portefeuilles expressément autorisés dont le rendement est évalué en fonction de la juste valeur. Au 31 janvier 2008, la juste valeur de ces prêts s'élevait à 110 millions de dollars (151 millions de dollars au 31 octobre 2007; 152 millions de dollars au 31 janvier 2007). Les variations de la juste valeur qui ont été comptabilisées dans le revenu de transaction au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 correspondaient à une perte de 3 millions de dollars (gain de 3 millions de dollars au 31 octobre 2007; gain de 5 millions de dollars au 31 janvier 2007).

La Banque a classé certains passifs au titre de billets de dépôt comportant des modalités de renouvellement comme étant détenus à des fins de transaction, afin de réduire considérable-

ment la disparité de traitement en matière de comptabilisation entre ces passifs et les variations de la juste valeur des dérivés connexes. La juste valeur de ces passifs au 31 janvier 2008 s'établissait à 766 millions de dollars (847 millions de dollars au 31 octobre 2007; 847 millions de dollars au 31 janvier 2007). Les variations de la juste valeur, essentiellement attribuables aux fluctuations des taux d'intérêt, qui ont été comptabilisées dans le revenu d'intérêts net au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2008 correspondaient à une perte de 10 millions de dollars (perte de 11 millions de dollars au 31 octobre 2007; gain de 2 millions de dollars au 31 janvier 2007). Ces variations de la juste valeur ont été dans une large mesure contrebalancées par les variations de la juste valeur des instruments dérivés connexes. La Banque est tenue aux termes de contrats de verser 764 millions de dollars aux porteurs des billets à l'échéance.

## 8. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque<sup>1)</sup>.

<i>(en millions de dollars)</i>	Pour les trimestres		
	<b>31 janvier 2008</b>	31 octobre 2007	31 janvier 2007
<b>Charges au titre des prestations constituées</b>			
Régimes de retraite	<b>1 \$</b>	(4)\$	9 \$
Autres régimes d'avantages sociaux	<b>29</b>	19	30
	<b>30 \$</b>	15 \$	39 \$

1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés comme importants et ne sont pas pris en compte dans les présentes données.

## 9. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir :

Réseau canadien, Opérations internationales et Scotia Capitaux. Les résultats de ces secteurs d'exploitation sont présentés dans les tableaux sur le revenu par secteur d'activité figurant aux pages 12 à 16.

## 10. Acquisitions

Le 26 novembre 2007, la Banque a conclu l'acquisition de Banco del Desarrollo, au Chili, en acquérant 99,5 % des actions en circulation en contrepartie de 1,0 milliard de dollars. L'actif de Banco del Desarrollo au moment de l'acquisition se chiffrait à environ 5,6 milliards de dollars et il se composait essentiellement de prêts. La Banque regroupera les activités de Banco del Desarrollo avec les activités bancaires existantes de Scotiabank Sud Americano. Étant donné qu'il s'agit d'une acquisition récente, la Banque n'a pas terminé son appréciation et son évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge dans le cadre de l'acquisition de Banco del Desarrollo. Par conséquent, l'excédent du prix d'acquisition sur la valeur comptable des actifs et des passifs n'a pas été entièrement réparti entre les actifs acquis et les passifs pris en charge dans le bilan consolidé. L'excédent du

prix d'acquisition sur la valeur comptable nette de 804 millions de dollars est comptabilisé au poste « Autres – Autres actifs » dans le bilan consolidé jusqu'à ce que l'attribution du coût d'acquisition soit terminée.

Le 28 septembre 2007, la Banque a acquis 18 % des titres de capitaux propres de Patrimoine Dundee Inc. en contrepartie de 348 millions de dollars, et elle a obtenu le droit d'acquérir une participation pouvant aller jusqu'à 20 % après le 1<sup>er</sup> novembre 2008. Le placement est constitué d'actions avec droit de vote et d'actions convertibles sans droit de vote nouvellement émises par Patrimoine Dundee Inc. Ce placement est comptabilisé selon la méthode de la comptabilisation à la valeur de consolidation. La Banque n'a pas terminé l'évaluation des actifs acquis et des passifs pris en charge.

**Service de dépôt direct**

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

**Régime de dividendes et d'achat d'actions**

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquiescer d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les titulaires de débentures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

**Dates de paiement des dividendes pour 2008**

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
2 janvier	29 janvier
1 <sup>er</sup> avril	28 avril
2 juillet	29 juillet
7 octobre	29 octobre

**Date de l'assemblée générale annuelle pour l'exercice 2008**

L'assemblée générale annuelle des actionnaires de la Banque pour l'exercice se terminant le 31 octobre 2008 aura lieu à Halifax (Nouvelle-Écosse) à 10 h 00, heure de l'Atlantique, le mardi 3 mars 2009.

**Envoi de documents en plusieurs exemplaires**

À titre d'actionnaire, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

**Site Web**

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez visiter notre site Web : [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com).

**Conférence téléphonique et diffusion sur le Web**

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 4 mars 2008 à compter de 9 h 00 HNE. Les parties intéressées peuvent suivre la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1-800-733-7560 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur le lien « Relations avec les investisseurs » du site [www.banquescotia.com](http://www.banquescotia.com). La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com).

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 4 mars au 18 mars 2008, au numéro de téléphone 416-640-1917, code 21262348, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

**RENSEIGNEMENTS**

**Investisseurs**

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia  
 Scotia Plaza  
 44, rue King Ouest  
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
 Téléphone : 416-866-5982  
 Télécopieur : 416-866-7867  
 Courriel : [investor.relations@scotiabank.com](mailto:investor.relations@scotiabank.com)

**Médias**

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416-866-3925  
 Télécopieur : 416-866-4988  
 Courriel : [corpaff@scotiabank.com](mailto:corpaff@scotiabank.com)

**Actionnaires**

Pour obtenir des renseignements sur un changement d'inscription d'actions, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada  
 100, avenue University, 9<sup>e</sup> étage  
 Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1  
 Téléphone : 1-877-982-8767  
 Télécopieur : 1-888-453-0330  
 Courriel : [service@computershare.com](mailto:service@computershare.com)

**Actionnaires (suite)**

Coagent de transfert (États-Unis)  
 Computershare Trust Company, Inc.  
 350 Indiana Street  
 Golden, Colorado 80401 U.S.A.  
 Téléphone : 1-800-962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia  
 Scotia Plaza  
 44, rue King Ouest  
 Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1  
 Téléphone : 416-866-4790  
 Télécopieur : 416-866-4048  
 Courriel : [corporate.secretary@scotiabank.com](mailto:corporate.secretary@scotiabank.com)

**Quarterly Reports available in English**

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



**Recyclé**  
 Contribue à l'utilisation responsable  
 des ressources forestières  
 Cert no. SW-COC-1383  
[www.fsc.org](http://www.fsc.org)  
 © 1996 Forest Stewardship Council